



Rapport d'orientation budgétaire

Analyse financière prospective 2018-2026

Sommaire

- 1 - Méthodologie
- 2 - Situation financière de l'EPCI
- 3 - Synthèse des éléments de prospective 2021 – 2026
- 4 - Prospective du budget Déchets
- 5 - Prospective du budget Eau
- 6 - Eléments concernant le futur budget Assainissement
- 7 – Etude consolidée 2021- 2026 (Budget Principal – BA Déchets – BA Eau)

01

Méthodologie

Une reprise de l'activité économique qui se confirme en 2021

▲ Contexte macro-économique

- ▲ Alors que l'année 2020 et le premier semestre 2021 ont été marqués par une crise sanitaire et économique sans précédent (Covid19), la reprise de l'activité économique se confirme en 2021. Cela est permis par la bonne diffusion de la vaccination, la dynamique du PIB et de l'emploi qui ont nettement rebondi au deuxième trimestre. A noter, cette dynamique se poursuivrait au troisième trimestre et resterait bien orientée au quatrième trimestre malgré les nouveaux variants de la Covid-19 et de certaines difficultés sectorielles d'approvisionnement ou de recrutement.
- ▲ Le PIB a chuté de 8,0% en 2020 selon les données de la Banque de France de Septembre 2021. Cela résulte de la baisse d'activité engendrée par les confinements successifs. En 2021, une reprise de la croissance économique est anticipée de l'ordre de 6,3%. Ceci grâce à l'activité qui retrouverait son niveau d'avant crise sanitaire dès fin 2021. La croissance du PIB s'établirait ensuite à 3,7 % en 2022, puis à 2 % en 2023.
- ▲ Concernant l'inflation, elle était de seulement 0,50% en 2020. Selon les prévisions, celle-ci s'élèverait à 1,8% en moyenne annuelle en 2021 avec des pics mensuels plus marqués, qui l'amèneraient à évoluer au-dessus de 2% sur la fin d'année 2021. Cette augmentation significative résulte notamment des effets des hausses des coûts des matières premières, qui devraient toutefois rester temporaire. Au-delà, le niveau d'inflation devrait baisser, il est estimé proche de 1,4% en moyenne annuelle en 2022 du fait notamment de la stabilisation du prix de l'énergie. En 2023, l'inflation s'établirait à 1,3% en moyenne annuelle.
- ▲ Au regard des différents éléments abordés ci-dessus, l'économie française sort donc de la crise Covid et va aborder une nouvelle phase. Après le fort rebond de 2021 provoqué par la reprise de l'activité économique et les mesures de soutien, le PIB va progressivement revenir vers son niveau potentiel. Les conditions devraient encore être favorables à l'horizon de cette projection.

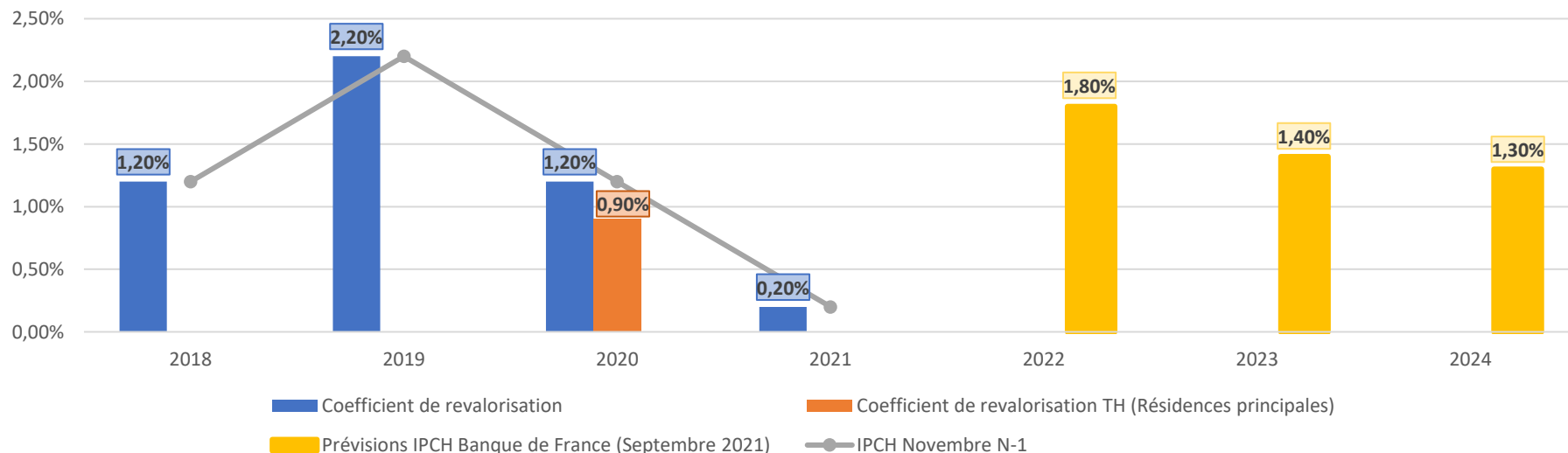
Un contexte budgétaire toujours contraint pour les collectivités locales

▲ Environnement du secteur public local

- ▲ Après un prélèvement de 11,5 Mds € sur les dotations des collectivités, les lois de finances 2018 et 2019 ont initié une stabilisation de l'enveloppe de la Dotation Globale de Fonctionnement. Des variations sont toutefois attendues au sein de cette enveloppe afin de participer au financement de la péréquation et au développement de l'intercommunalité. La loi de finances 2021 abonde notamment les enveloppes nationales de Dotation Solidarité Urbaine (DSU) et de Dotation de Solidarité Rurale (DSR) à hauteur de 90 M€ chacune.
- ▲ Des dépenses supplémentaires pour faire face à la crise de la Covid 19 ont dû être supportées par les collectivités (achat d'équipements de protection comme les masques, le gel hydroalcoolique..). Des pertes de certains produits en recettes sont également à déplorer.
- ▲ La loi de finances 2020 acte la suppression de la Taxe d'Habitation sur les résidences principales. Celle-ci devrait être effective pour tous les français à partir de 2023. Dès 2021, les communes seront compensées de la perte des produits TH par la part départementale du foncier bâti du département. L'imposition et le produit TH sur les résidences secondaires sont toutefois maintenus.
- ▲ Chaque année, le coefficient de revalorisation des bases fiscales est indexé à l'inflation constatée de novembre N-2 à novembre N-1 lors du vote de la loi de finances. Ainsi, l'IPCH étant ressorti à +0,20% en novembre 2020, le **coefficient de revalorisation applicable en 2021 s'établit à 0,2% seulement.**

Un rebond de l'inflation française à prévoir pour l'évolution des bases fiscales

Coefficient de revalorisation des bases et IPCH



Sources : INSEE, Banque de France et Finance Active

Depuis 2018, et comme le prévoit l'article 1518 bis du Code Général des Impôts (CGI), les valeurs locatives foncières sont revalorisées en fonction de l'inflation constatée (et non plus en fonction de l'inflation prévisionnelle, comme c'était le cas jusqu'en 2017). Ce taux d'inflation est calculé en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé entre le mois de novembre N-1 et le mois de novembre N-2 (pour application en année N). A noter qu'en cas de déflation, aucune dévalorisation des bases fiscales ne sera appliquée (coefficient maintenu à 1).

L'IPCH constaté en novembre 2020 étant de +0,20% par rapport à novembre 2019, le **coefficient légal était donc de 1,002% en 2021** (contre 1,02% en 2020). Selon la Banque de France, l'inflation pourrait être assez volatile en 2021. Selon les prévisions, en prospective, l'inflation devrait restée assez modérée, proche de **1,5% / an en moyenne**.

PLF 2022 : les mesures applicables aux collectivités locales

▲ Une réforme des indicateurs financiers

- ▲ Introduction de nouvelles recettes dans le calcul des potentiels fiscaux et financiers: DMTO (taxe additionnelle sur les droits de mutation à titre onéreux et le fonds de péréquation), TLPE (taxe locale sur la publicité extérieure), taxe sur les pylônes, majoration de THRS (Taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale) ...
- ▲ ...qui impactera principalement les communes urbaines, touristique et littorales qui ont des DMTO supérieurs à la moyenne et/ou qui ont instauré la majoration de THRS.
- ▲ Simplification du calcul de l'effort fiscal en le centrant uniquement sur la fiscalité directe communale
- ▲ Des premiers effets attendus en 2023 et une application lissée jusqu'en 2028 via une fraction de correction

▲ Des ajustements sur la compensation de la TH

- ▲ Prise en compte des rôles supplémentaires de TH jusqu'en novembre 2021
- ▲ Exclusion de la remise à la charge pour les communes et EPCI dont le taux de TH a augmenté en 2018 ou 2019 à la suite d'un avis de CRC et pour les EPCI et communes en situation de pacte financier et fiscal

▲ Enveloppe DGF figée en 2022

- ▲ Abondements en hausse pour DSU/DSR de +95M€ chacune (90M€ en 2021)
- ▲ +30M€ pour la dotation d'intercommunalité
- ▲ Baisse des variables d'ajustement qui ne touche pas le bloc communal (Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) stable)
- ▲ Des écrêtements en légère hausse pour la dotation forfaitaire et la CPS
- ▲ Enveloppe FPIC et FSRIF stable

▲ Un renouvellement de l'effort en faveur de l'investissement

- ▲ 907 M€ pour la DSIL
- ▲ 150M€ pour la DPV
- ▲ 1,04 Md€ pour la DETR

Rappel des principaux postes en dépenses et en recettes de fonctionnement

Postes en dépenses de fonctionnement

| | |
|---|--|
| Charges à caractère général (Chapitre 011) | Ce sont les charges à caractère général de la commune (fluides, fournitures, entretien de bâtiments ...) |
| Charges de personnel (chapitre 012) | Masse salariale |
| Participations, contingents et subventions (chapitre 65) | Charges de gestion courante : subventions versées aux associations, au CCAS, indemnités des élus ... |

Postes en recettes de fonctionnement

| | |
|---|--|
| Fiscalité directe et indirecte (chapitre 73) | Directe : taxes ménages (TH, TFB et TFPB) Indirecte : taxe finale d'électricité, droits de mutation, prélèvements sur les jeux, attribution de compensation, FPIC, droits de place... |
| Produits d'exploitation et du domaine (chapitres 70 et 75) | Produit des services (ex : ventes de guides, utilisation du coworking, revenus des immeubles, redevance incitative...) |
| Dotations de l'Etat (chapitre 74) | Versements de l'Etat : DGF, compensations fiscales, participations... |

Définitions des principaux ratios abordés au cours de l'analyse

▲ **Épargne brute :**

Recettes réelles de fonctionnement (hors cessions d'immobilisation) – dépenses réelles de fonctionnement.

C'est donc l'épargne de gestion minorée des intérêts de la dette. L'excédent contribue au financement de la section d'investissement. Elle matérialise l'autofinancement dégagé sur les opérations courantes de la section de fonctionnement, avant prise en compte des éléments exceptionnels (produits des cessions d'immobilisation).

▲ **Taux d'épargne brute :**

Épargne brute/recettes réelles de fonctionnement, en %.

Il indique la part de recettes de fonctionnement pouvant être consacrée pour investir et/ou rembourser la dette. Il s'agit de la part des recettes réelles de fonctionnement qui n'est pas absorbée par les dépenses récurrentes de fonctionnement. Traditionnellement, un ratio compris entre 8% et 15% est satisfaisant. En moyenne en 2018, selon l'Observatoire des finances locales 2019, le taux d'épargne brute du bloc communal était de 16,3%

▲ **Épargne nette :**

Épargne brute – le remboursement en capital de la dette.

L'épargne nette exprime le montant des recettes de fonctionnement pouvant être consacré aux dépenses d'investissement après remboursement du capital de la dette soit l'épargne disponible. Une épargne nette positive signifie que le remboursement en capital de la dette peut être couvert par l'excédent de la section de fonctionnement (l'épargne brute).

▲ **Capacité de désendettement :**

Encours de dette au 31/12/N rapportée à l'épargne brute.

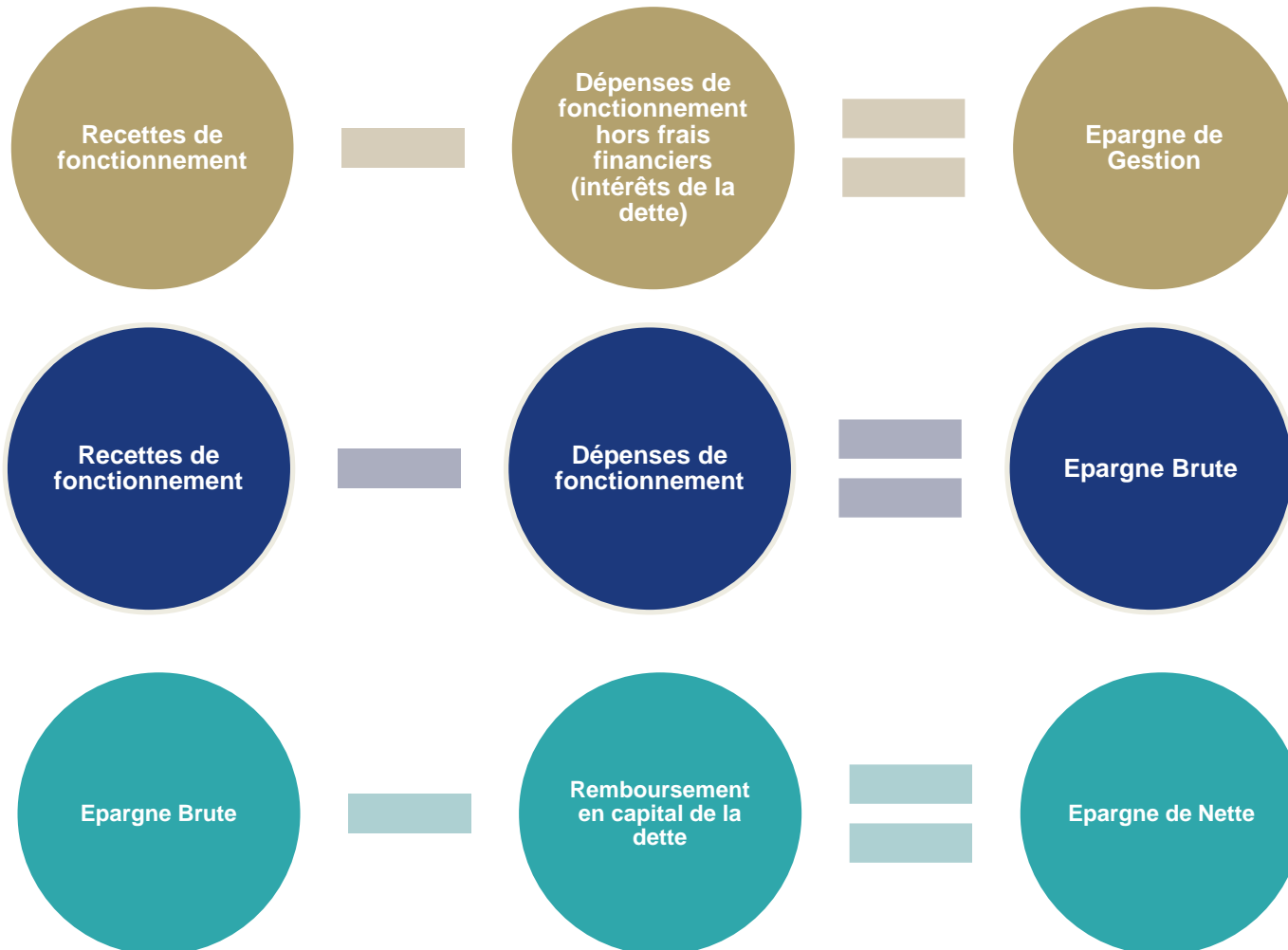
Ce ratio est exprimé en nombre d'années et mesure la solvabilité financière d'une collectivité. Il permet de déterminer le nombre d'années théoriquement nécessaire pour rembourser intégralement le capital de la dette, en supposant que la collectivité y consacre la totalité de son épargne brute. Pendant longtemps, l'analyse financière a retenu un premier seuil d'alerte de 10 ans et un seuil critique de 15 ans. La loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de Programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 met en place désormais un seuil de 12 ans à partir duquel la situation peut être considérée comme préoccupante pour le bloc communal.

▲ **Niveau du fonds de roulements fin d'exercice (ou appelé excédents de fin d'année) :**

Fonds de roulement début d'exercice – résultat de l'exercice

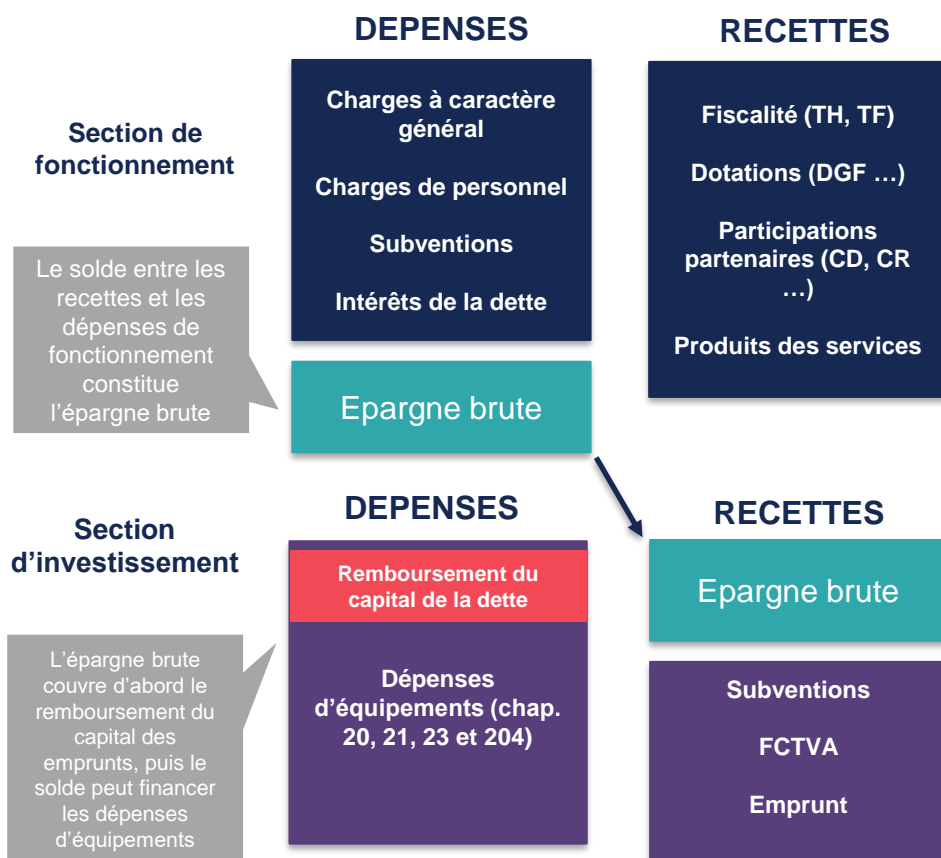
l'analyse financière classique et notamment les magistrats financiers des Chambres régionales des Comptes retiennent un niveau équivalent à deux mois de dépenses de personnel.

Zoom sur les épargnes



Les règles d'équilibre budgétaire

Les règles d'équilibre des comptes des communes



Sections de fonctionnement et d'investissement respectivement équilibrées

- Evaluation sincère des dépenses et des recettes
- Financement de l'annuité des emprunts en capital par des recettes propres
- Section de fonctionnement doit avoir un solde nul ou positif et la section d'investissement doit être votée en équilibre
- **Si l'épargne brute ne suffit pas à rembourser le capital de la dette**, la collectivité ne dégage aucun autofinancement, ce qui implique :
 - Une **baisse de la capacité de financement** des prochaines dépenses d'équipement.
 - La nécessité de recourir **aux autres ressources propres** (FCTVA, Taxe d'urbanisme, Cessions d'immobilisations...) pour couvrir le remboursement de la dette.

Les objectifs et la méthodologie

Les données renseignées :

2021 : intégration du CA estimé.

2022 et suivants : intégration des hypothèses suivantes:

Fond de roulement figé à 1 000 000 € à partir de 2022 ce qui correspond à un peu plus d'un mois de recouvrement des dépenses de fonctionnement.

Recettes:

Dotations et participations : hypothèse de stabilité des règles de calcul et des enveloppes attribuées.

Fiscalité économique :

Crise covid 19, baisse de 5 % en 2022 des recettes de Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), et de Cotisation Valeur Ajoutée Entreprises (CVAE), IFR stable.

La réforme de la TH a débuté en 2021, ce n'est plus une recette de fiscalité ménage au chapitre 74 mais une dotation de compensation au chapitre 73. La compensation est équivalente, on a appliqué une dynamique de + 3 %.

Dépenses:

Conditions pour les emprunts nouveaux souscrits au court de la période de projection :

Durée = 20 ans Taux fixe annuel = 1.7%

En 2022: Prevision d'un poste informaticien mutualisé et d'un agent France service.

02

Situation financière de l'EPCI

2.1 Données financières relatives aux ressources humaines

2.2 Synthèse des éléments de rétrospective du budget général

2.1 Données financières relatives aux ressources humaines

La très grande majorité des agents relevant du budget général sont titulaires de la fonction publique par contre sur les budgets annexes à autonomie financière, conformément à la législation, ce sont des contrats de droit privé.

| | 2021 | |
|--|------|---|
| Fonctionnaires titulaires et Stagiaires droit public | 54 | 4 catégorie A (3 femmes 1 homme) 7 catégorie B (4 femmes 3 hommes) 43 catégorie C (12 femmes 31 hommes) |
| Agent non titulaire de droit public | 1 | Poste RAPAM (une femme en CDI) |
| Agents titulaires droit privé (CDI) | 34 | (16 femmes et 18 hommes) |
| Agents non titulaires droit privé (CDD ≥4 mois) | 10 | (4 femmes et 6 hommes) Pour le budget tourisme, piscine, déchets et eau |
| Effectif total | 99 | |

Éléments de la rémunération:

Les heures supplémentaires sont récupérées ou rémunérées à titre exceptionnel. Sur le budget eau, elles sont payées en cas d'astreintes selon les barèmes en vigueur.

La durée effective du travail est de 151,67 ou 169 heures mensuelles suivant si les agents sont à 35 h ou à 39 h.(respect des 1607 h/an)

Charges de personnel budget général: Elles comprennent les dépenses du chapitre 012.

| 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|-----------|-----------|-----------|--------------|
| 1 157 587 | 1 225 400 | 1 558 034 | 1 799 593,02 |

Ratio : Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

| 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|---------|---------|---------|---------|
| 13,73 % | 14,96 % | 18,81 % | 19,79 % |

En 2019: Embauches (étude pour la prise de compétence assainissement CDD, poste mission environnement reclassement réserve naturelle CDD 1 an subventionné.

En 2020: Embauches d'un agent pour l'aire des gens du voyage, 3 agents pour la compétence culture, 6 agents pour les espaces naturels, un poste en CDD 1 an subventionné pour l'opération « grand site », un service civique au 01/12/2020.

En 2021: Embauches d'un agent chargé de l'accueil et de la comptabilité, d'un contrat de projet de 5 ans pour le suivi de la construction de l'abattoir et d'un contrat de projet « petites villes de demain » de 6 ans; un CDD de 6 mois pour la mise à jour du DOCOB (Natura 2000).

En 2022: Prévision d'embauches d'un poste d'informaticien mutualisé, d'un agent France services, d'un agent technique pour le service espaces naturels, d'un CDD de 2 ans pour le PAT et d'un de 18 mois subventionné pour l'Opération Grands Sites.

Charges de personnel du budget DECHETS

En 2019, prise en charge d'une partie de la mutuelle, primes audit QSE puis en 2020 prime d'objectifs et COVID qui augmentent légèrement les charges.

Embauche d'un conducteur ampliroll en 2020. Embauche d'une chargée de prévention en 2021.

Des CDD en remplacement des agents en arrêt maladie et d'une disponibilité.

Saisonniers 2021: 11 personnes

| 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|---------|---------|--------------|--------------|
| 896 720 | 990 343 | 1 082 593,26 | 1 106 121,74 |

Ratio : Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

| 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|---------|---------|---------|---------|
| 36,15 % | 33,74 % | 32,02 % | 33,23 % |

Charges de personnel du budget EAU

Une légère augmentation en 2019 liée à l'embauche de 2 CDD. En 2019, prise en charge d'une partie de la mutuelle et primes audit QSE.

Baisse en 2020 liée à la mutation de l'agent chargé de la relève des compteurs sans remplacement immédiat.

Création de 2 postes suite à l'arrêt de la DSP et le passage en régie de Pont de Buis en décembre 2020.

Saisonniers 2021: 1 personne

| 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|---------|---------|---------|------------|
| 463 375 | 515 103 | 510 000 | 573 672,32 |

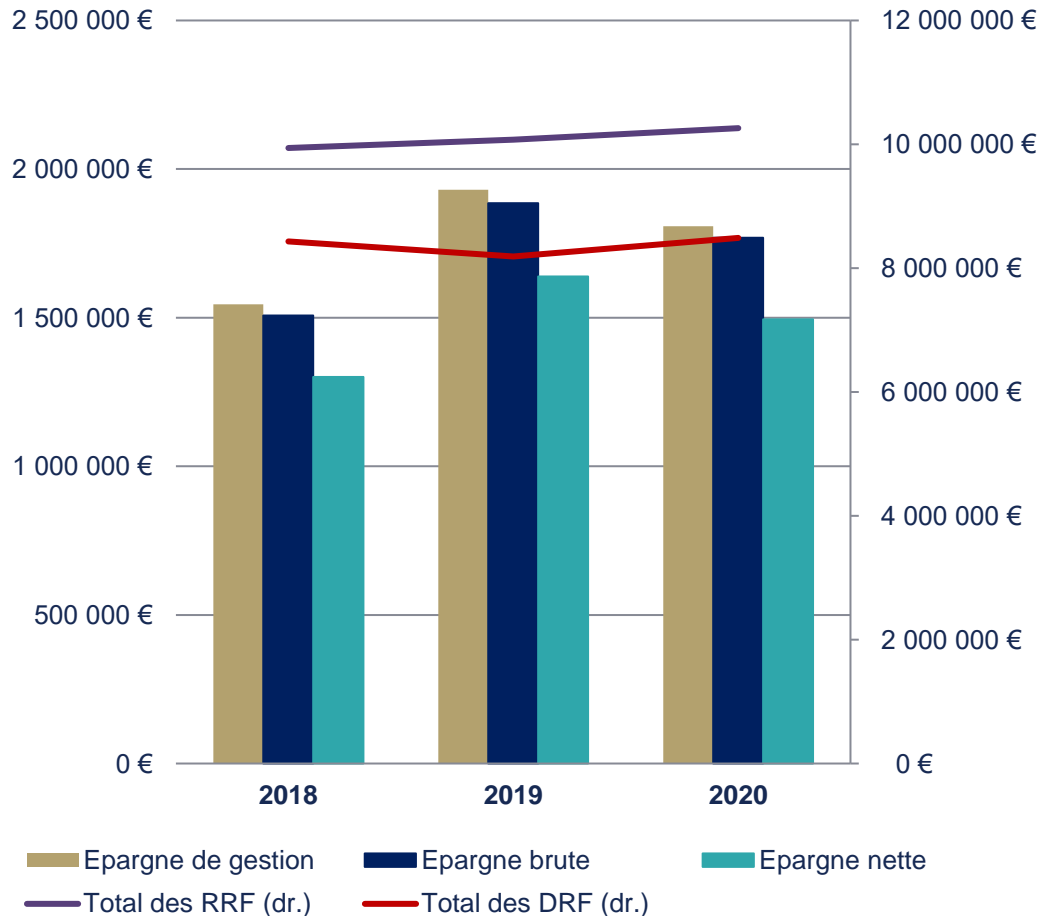
Ratio : Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

| 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|---------|---------|---------|---------|
| 27,45 % | 25,15 % | 26,81 % | 28,35 % |

2.2 Synthèse des éléments de rétrospective du budget général

Une amélioration des épargnes sur la période 2018 - 2020

Évolution des épargnes (hors cessions) et effet de ciseau



L'épargne de gestion reflète directement les mouvements constatés sur la section de fonctionnement. L'épargne brute est l'épargne affectée à la couverture du remboursement de la dette. L'épargne nette est l'épargne disponible pour investir (le service de la dette étant assuré).

L'épargne de gestion augmente sur la période pour passer de 1,5M€ en 2018 à **1,8M€** en 2020. Cela est permis par l'augmentation des recettes de fonctionnement et la stabilité des dépenses.

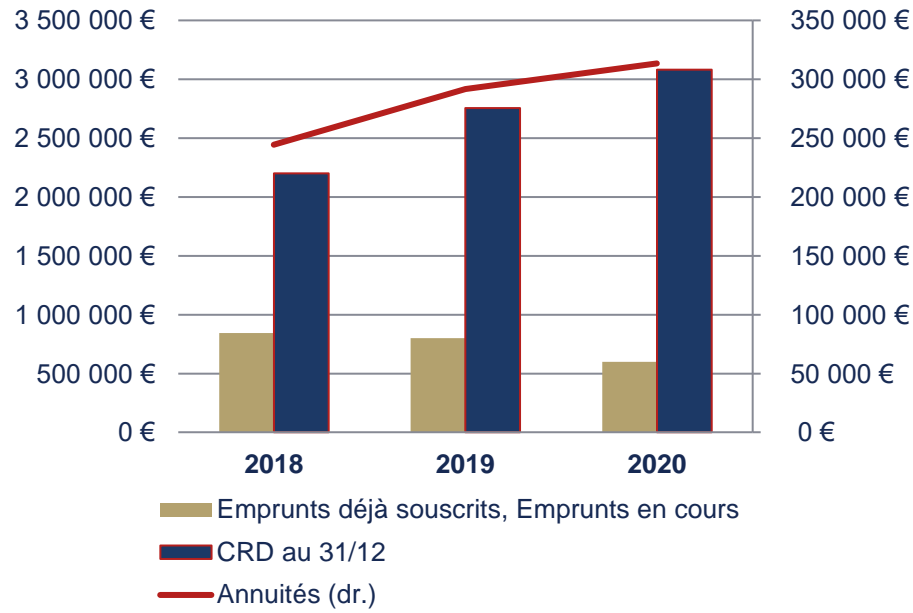
L'épargne brute évolue moins favorablement que l'épargne de gestion du fait de la progression des intérêts de la dette sur la période. Toutefois, elle passe de 1,5M€ à **1,8M€** en fin de mandat.

Quant au taux d'épargne brute, il s'élève à **17,24%** en 2020. Il est bien positionné par rapport à la recommandation CRC généralement admise entre 8% et 12%.

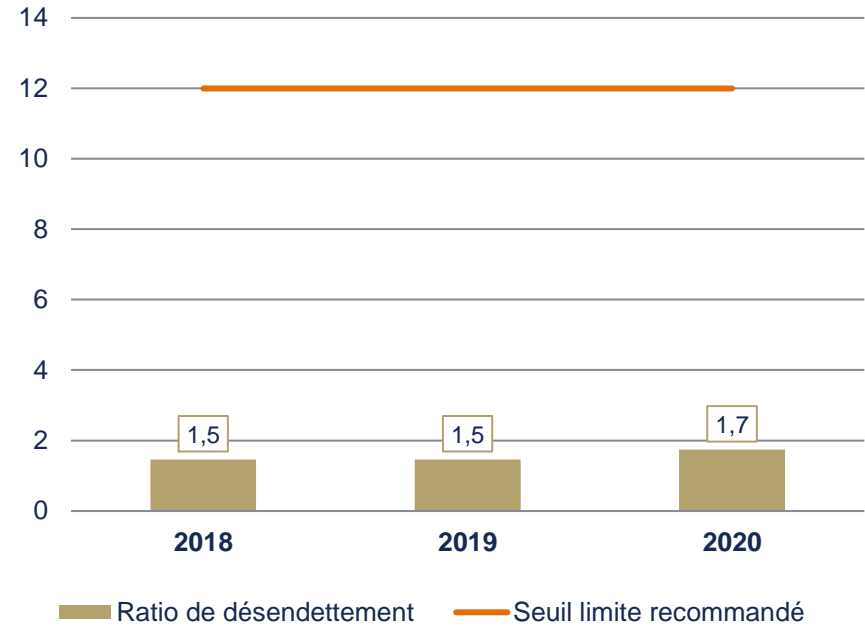
Enfin, l'épargne nette évolue moins favorablement que l'épargne brute du fait de la progression des remboursements de capital. Elle s'élève à **1,5M€** en 2020 contre 1,3M€ en début de période.

Malgré une augmentation de l'encours de dette un ratio de désendettement stable et performant

Évolution de l'encours de dette et du recours à l'emprunt



Le ratio de désendettement (en années)



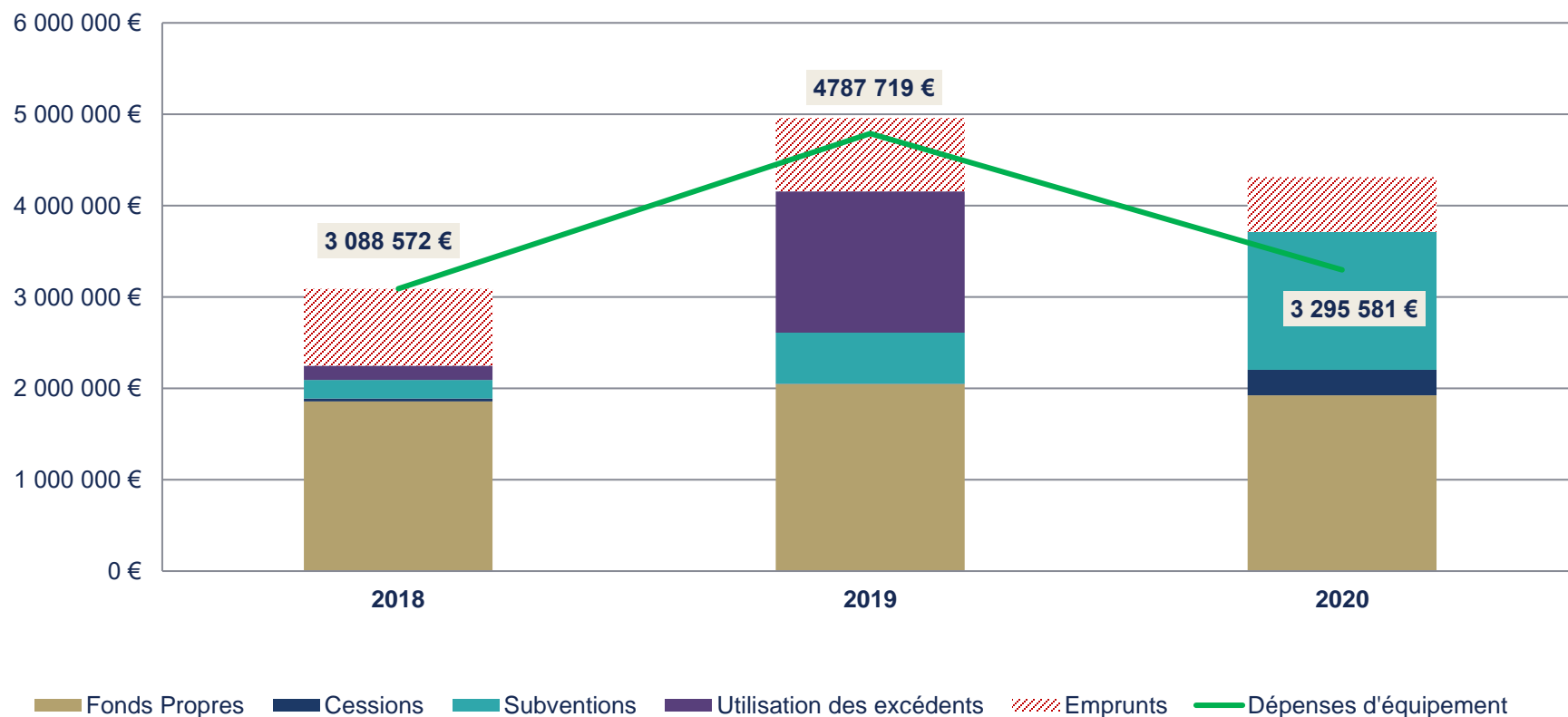
Sur la période, la collectivité a mobilisé **2,2M€** d'emprunt. Le capital restant dû au 31/12/2020 est de **3,1M€** contre 2,2M€ initialement.

Malgré une augmentation de l'encours de la dette sur la période, l'amélioration de l'épargne brute a permis le maintien du ratio de désendettement à un niveau très satisfaisant, largement en deçà du seuil de 12 ans recommandé par la Loi de Programmation des Finances Publiques 2018-2022 sur la période. Celui-ci est passé de 1,5 ans en 2018 à **1,7 ans** en 2020.

Pour rappel le ratio de désendettement correspond à la vitesse en nombre d'années, à laquelle la collectivité pourrait rembourser l'intégralité de son stock de dette, avec l'aide exclusive de son épargne brute.

Le financement des dépenses d'équipement

Évolution des moyens de financement des dépenses d'équipement

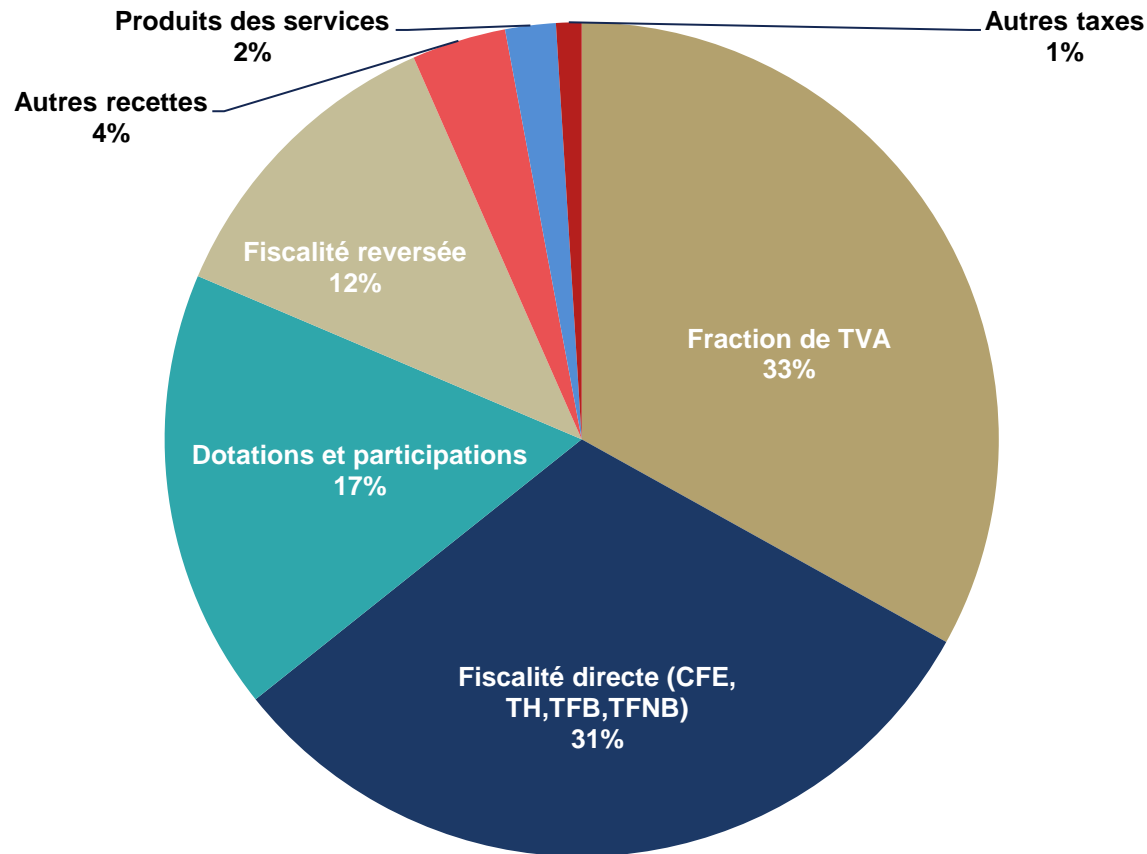


03

Synthèse des éléments de prospective 2021 - 2026

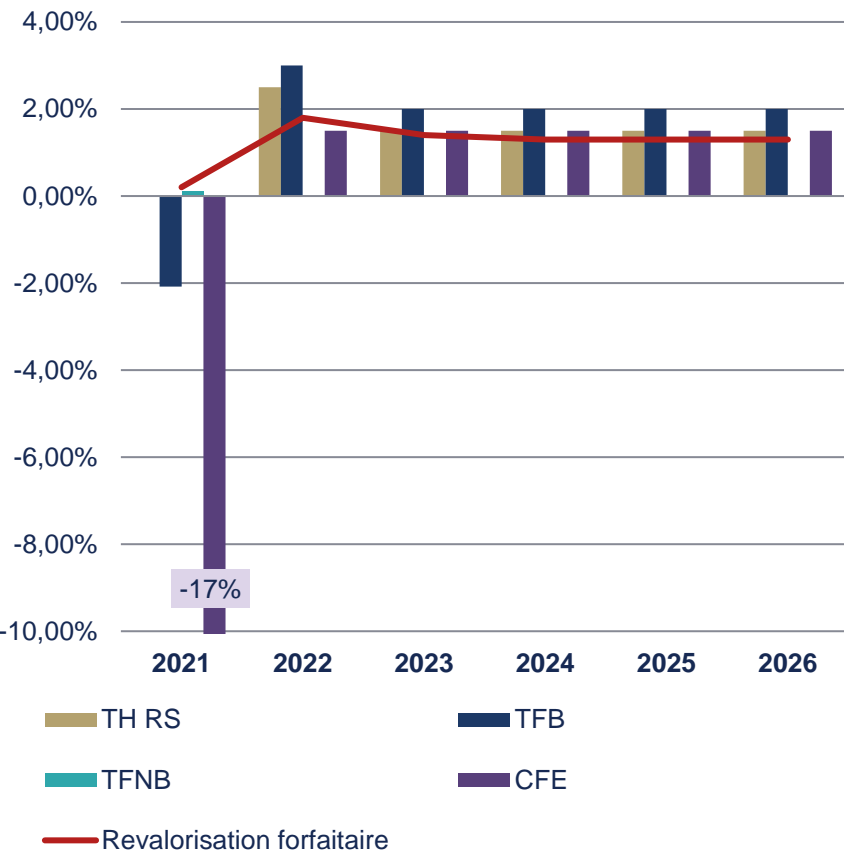
Les recettes de fonctionnement largement dépendantes de la fiscalité

Structure des recettes réelles de fonctionnement en 2021
(hors produits de cession)



Une évolution des bases fiscales limitée à la revalorisation forfaitaire en prospective...

Évolution des bases fiscales



Les bases évoluent d'une part sous l'effet de la revalorisation forfaitaire, d'après un coefficient voté chaque année en loi de finances, et d'autre part sous l'effet de variation physique : nouvelles constructions, retour à l'imposition.

Le coefficient de revalorisation est, depuis la loi de finances 2018, lié à l'inflation constatée entre le mois de novembre N-2 et novembre N-1. Il revalorise ainsi les bases de **0,20% en 2021**.

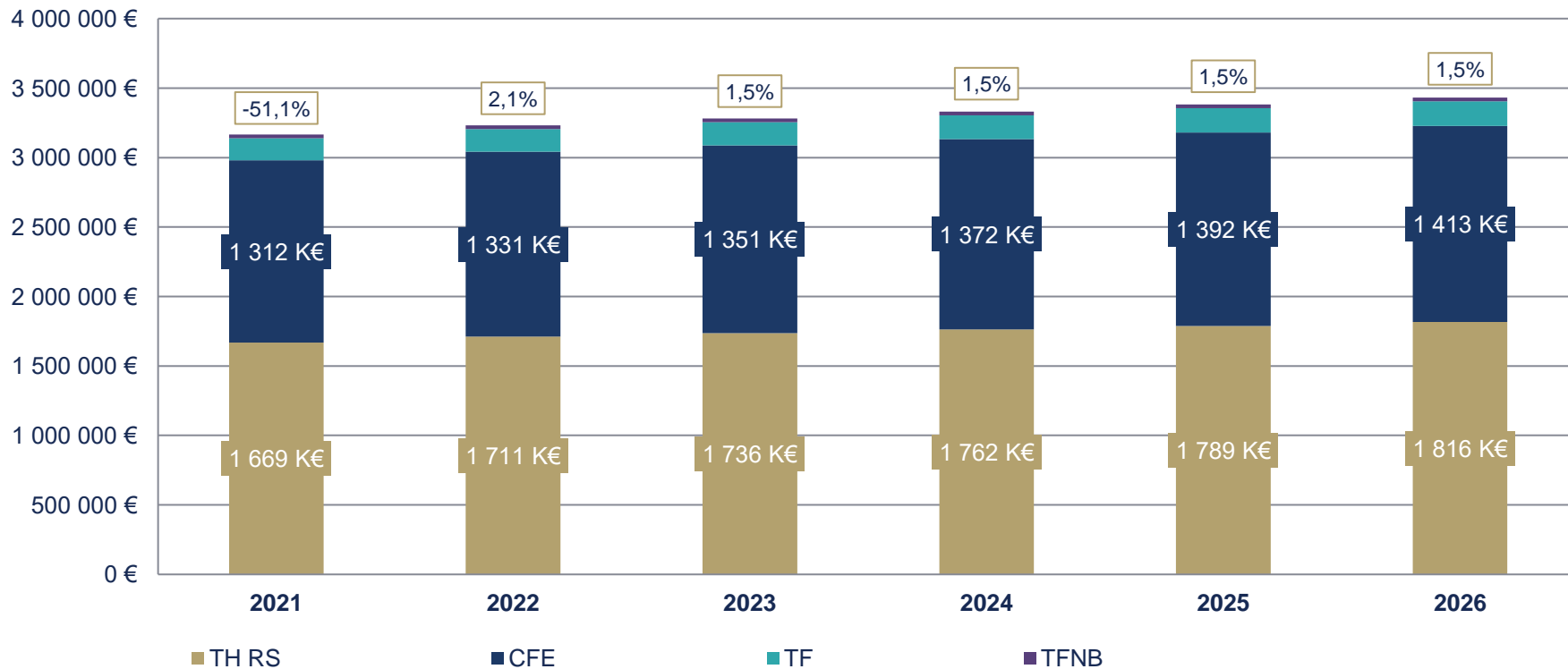
L'évolution des bases en 2021 est issue de l'**état fiscal 1259** de la communauté de communes. Au-delà, les **bases de CFE, THRS et de TFB** sont prévues en hausse, à hauteur de +1,5%/an pour la CFE, de +2,5% en 2022 et +1,5%/an au-delà pour la THRS et de +3% en 2022 et +2%/an au-delà pour la TFB, soit des hypothèses supérieures aux dernières prévisions d'inflation de la Banque de France de septembre 2021 (1,8% pour 2022, 1,4% pour 2023 et 1,3% au-delà).

Pour rappel, la TH cesse d'être perçue par les EPCI uniquement sur les résidences principales à partir de 2021 du fait de sa nationalisation. De leur côté, les contribuables continueront de la payer jusqu'en 2023 où elle sera définitivement supprimée. L'intercommunalité perçoit en compensation une fraction de TVA (cf. p.22).

En 2021, les **bases de TFB et de CFE** sont en forte baisse du fait de la **réforme des locaux industriels** qui résulte de la volonté du gouvernement de baisser à hauteur de 10 milliards d'euros les impôts de production en 2021. La fiscalité perdue par la Communauté de Communes sera compensée par des allocations compensatrices perçues à l'article 748.

... à l'origine d'une hausse du produit des contributions directes

Évolution du produit des contributions directes



Grâce à la progression des bases des taxes directes, le produit des contributions directes augmente au global sur la période. Ainsi, la Communauté de Communes devrait voir son produit fiscal progresser d'environ **266K€** au total entre 2021 et 2026 (+8,4%). **A noter, la baisse de -51,1% en 2021 s'explique par la perte du produit de TH, toutefois compensé par la fraction TVA (au 74) et la diminution du produit de CFE.**

La CVAE payée sous forme d'acomptes avec un solde annuel ...

L'Etat encaisse

→ Les acomptes de la CVAE N

→ Les soldes de la CVAE N-1

N

L'Etat reverse

→ Le produit de la CVAE encaissé en N

L'Etat encaisse :

→ Les soldes de CVAE N

N + 1

L'Etat reverse

→ Les soldes de CVAE N à la collectivité

N + 2

... soit une baisse de CVAE ressentie jusqu'en 2022

CVAE payée en 2020

CVAE reçue en 2021

CVAE reçue en 2022

Scénario 1 :

Acomptes
2020 modulés
à 100%

Soldes de CVAE
2019 uniquement

Soldes de CVAE
2019 uniquement

Soldes 2020 soit
100% de CVAE 2020
+
Acomptes 2021
dégradés

Scénario 2 :

Acomptes
2020 non
modulés

Acomptes 2020
surestimés
+
Soldes de CVAE
2019

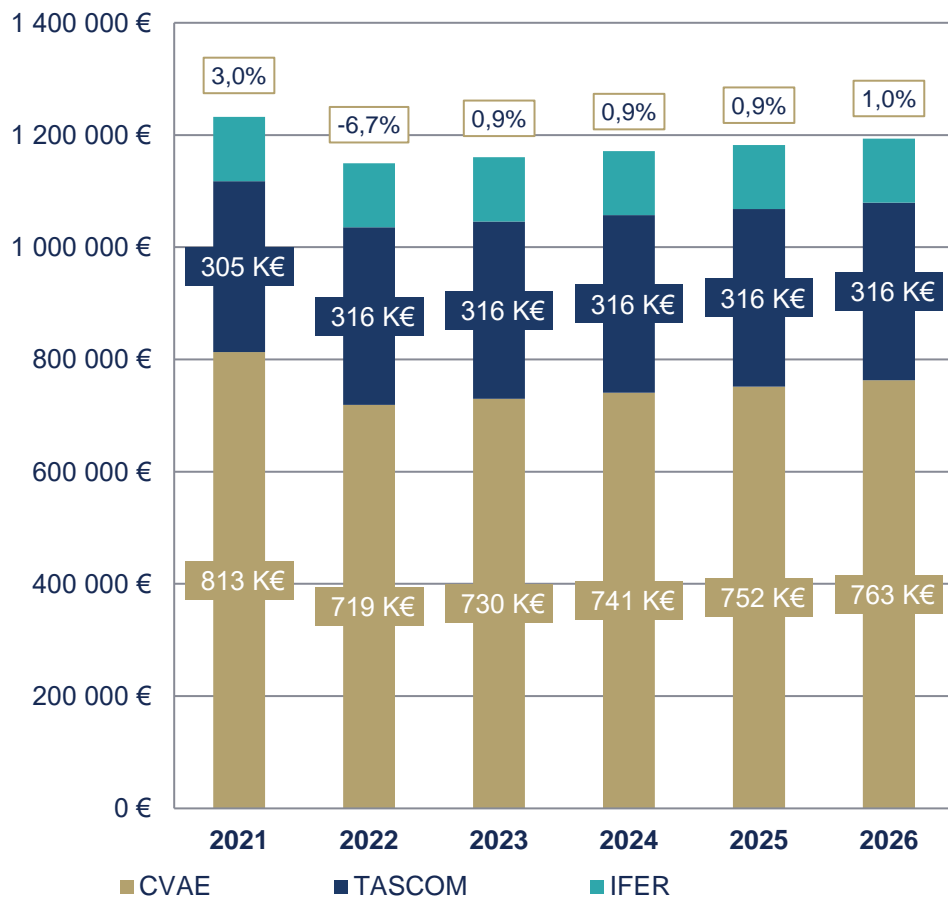
Acomptes 2020
surestimés
+
Soldes de CVAE
2019

Acomptes 2021
dégradés
-
Soldes 2020 négatifs

➤ Demander à la DGFIP un état des acomptes versés à partir d'octobre 2020

Une augmentation constante de la fiscalité économique à compter de 2023

Évolution de la fiscalité économique



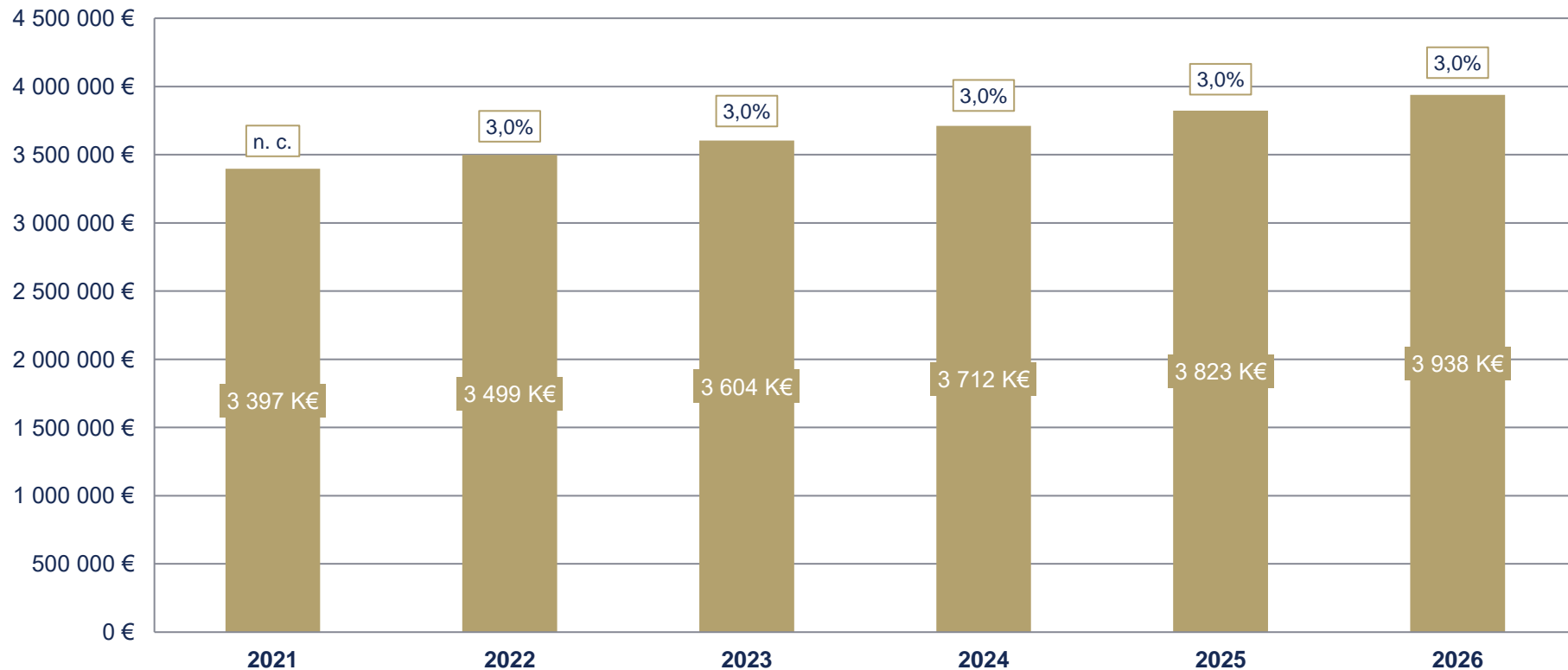
La **CVAE** est égale à 1,5 % de la valeur ajoutée produite par les entreprises du territoire au cours de l'année au titre de laquelle l'imposition est due. La cotisation est encaissée par la collectivité bénéficiaire en N+1, puis en N+2 en cas de solde positif à l'issue du paiement des acomptes. En 2021, la CVAE augmente de **+6,1%**. Toutefois, elle est anticipée en baisse en 2022 de **-11,6%** en raison de l'impact de la crise sanitaire. Au-delà, elle est anticipée évoluer à la hausse de **+1,5%/an**.

Le montant de la **TASCOM** peut être modulé par l'EPCI en appliquant un coefficient multiplicateur allant de 0,8 à 1,2. Dans le cadre de la prospective, la TASCOM est anticipée en hausse en 2022 pour retrouver son niveau d'avant crise sanitaire. Au-delà, elle est figée à **300K€/an**.

L'**IFER** comprend neuf composantes en lien avec les activités exercées dans le secteur de l'énergie, du transport ferroviaire et des télécommunications. Les montants et tarifs de chacune des composantes sont revalorisés annuellement du taux prévisionnel d'évolution des prix à la consommation des ménages, hors tabac. Par prudence, cette taxe est figée entre 2021 et 2026 à **114K€**.

La fiscalité indirecte : perception de la fraction TVA dès 2021 en compensation de la perte TH

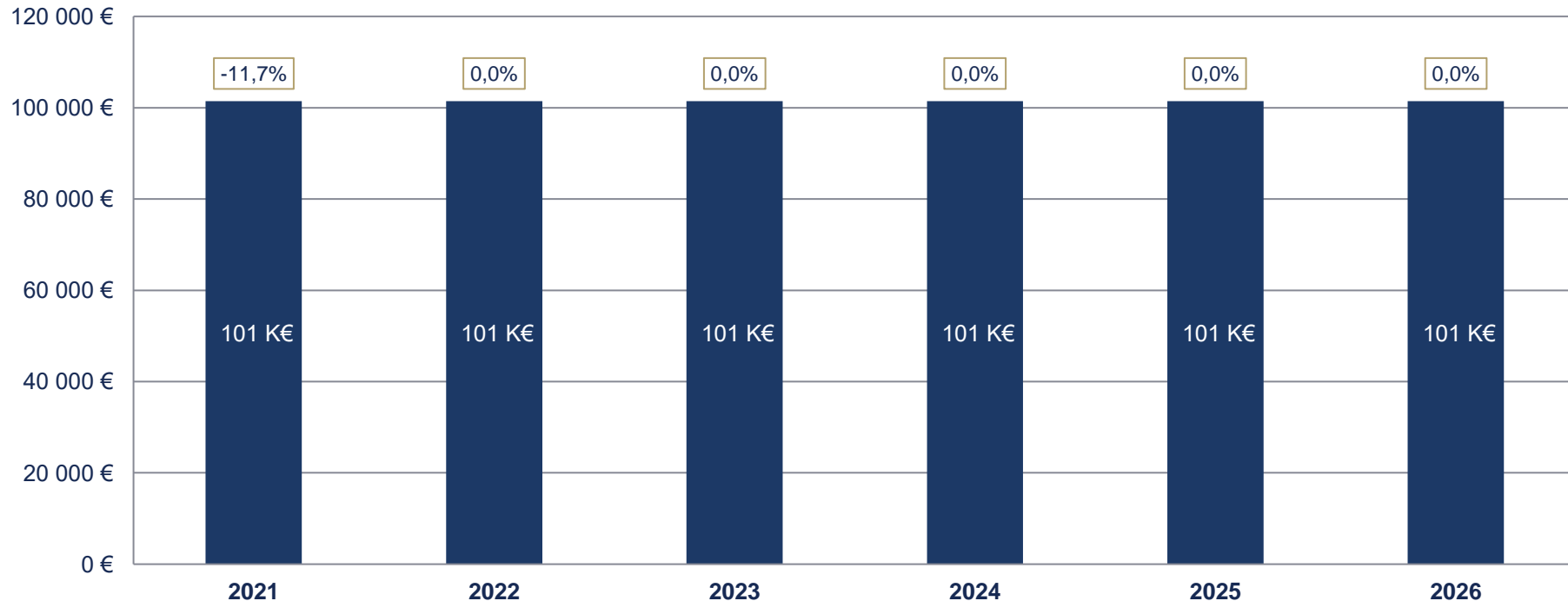
Évolution et répartition du produit de la fiscalité indirecte



En 2021, la taxe d'habitation sur les résidences principales disparaît pour les collectivités locales et est remplacée par une fraction de TVA pour les EPCI. C'est ce qui explique la très nette hausse de la fiscalité indirecte en 2021. Ainsi, dès cette année la Communauté de Communes va percevoir **3,4M€** de fraction de TVA (état fiscal 1259 pour 2021). Pour 2022 et suivants, une progression de **+3%/an** a été appliquée en prospective.

Evolution de l'attribution de compensation sur la période

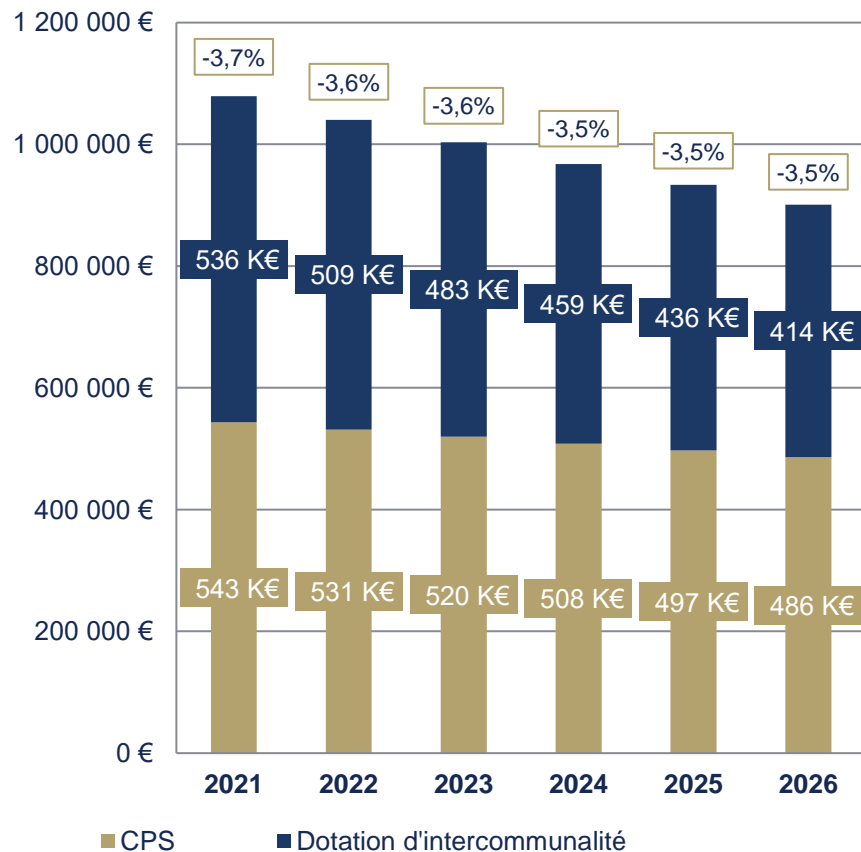
Évolution de l'AC versée par l'intercommunalité



L'attribution de compensation (AC) a pour objectif d'assurer la neutralité budgétaire entre transfert de fiscalité et transferts de compétences à la fois pour l'EPCI et pour ses communes membres. Sans nouveau transfert de compétence, l'AC est anticipée stable en prospective à hauteur de **101K€**. En 2021, la baisse de **-11,7%** résulte d'un remboursement exceptionnel perçu par l'intercommunalité au titre des PLU communaux.

Une diminution de la dotation d'intercommunalité et une compensation part salaire toujours écrêtée

Evolution de la dotation d'intercommunalité et de la part CPS



Le PLF 2019 a mis en place une réforme du mode de calcul de la dotation d'intercommunalité au travers de 4 éléments :

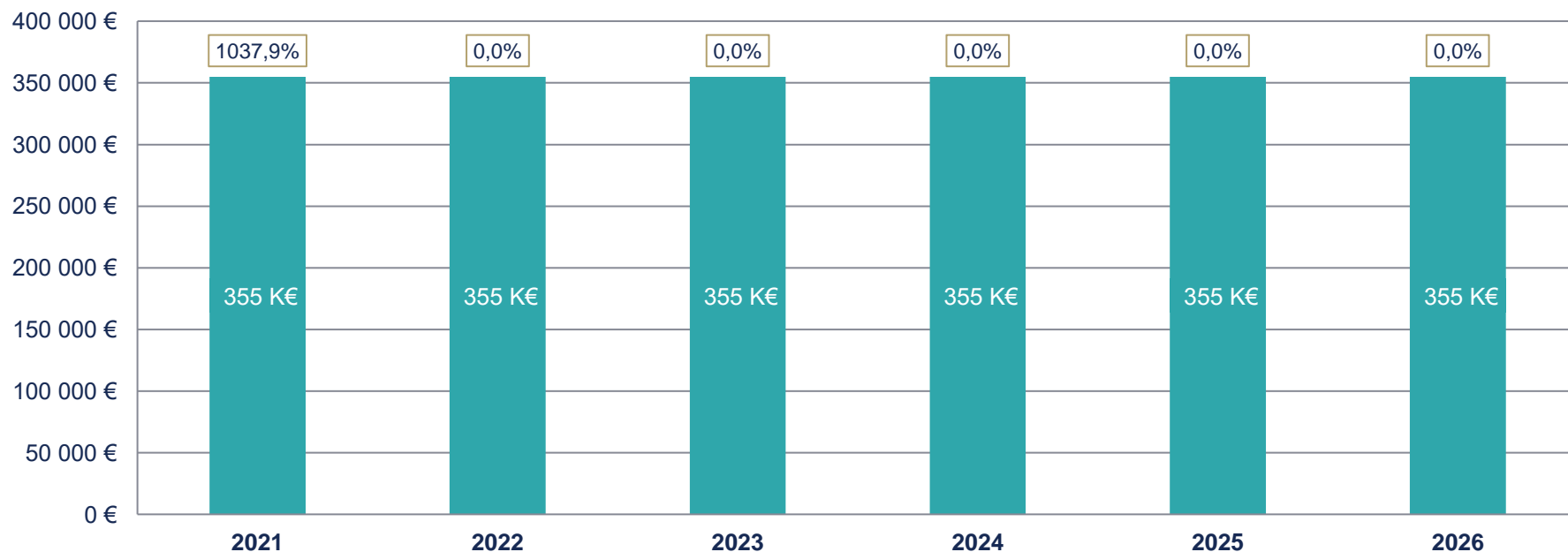
- La suppression des enveloppes par catégorie d'EPCI
- Une CRFP globale déduite au préalable de l'enveloppe de DI annuelle
- Introduction du revenu par habitant dans le calcul de la DI
- Mise en place d'un complément pour les EPCI dont la DI est inférieure à 5€/habitant dans la limite de +5€ supplémentaire accordé par habitant

Dans la mesure où la Communauté de Communes a atteint sa dotation spontanée, par prudence en prospective nous avons pris comme hypothèse l'évolution qui a été appliquée pour 2021, soit **-5%/an** entre 2022 et 2026. La dotation d'intercommunalité atteindrait 414K€ en fin de mandat.

L'attribution de la part CPS est déterminée en fonction du régime fiscal de l'EPCI. Si l'EPCI est à fiscalité professionnelle unique (FPU), c'est lui qui perçoit la part CPS des communes. Le montant de la part CPS est écrêté de 1,97% en 2021 afin d'assurer en partie le financement de variables internes à la DGF (coût d'augmentation de la population / coût de l'intercommunalité, augmentation de la péréquation). Le taux d'écrêtement estimé au-delà, **-2,2%**, est maintenu les années suivantes.

Les compensations fiscales chamboulées par la réforme de la TH et la crise sanitaire

Évolution des compensations fiscales



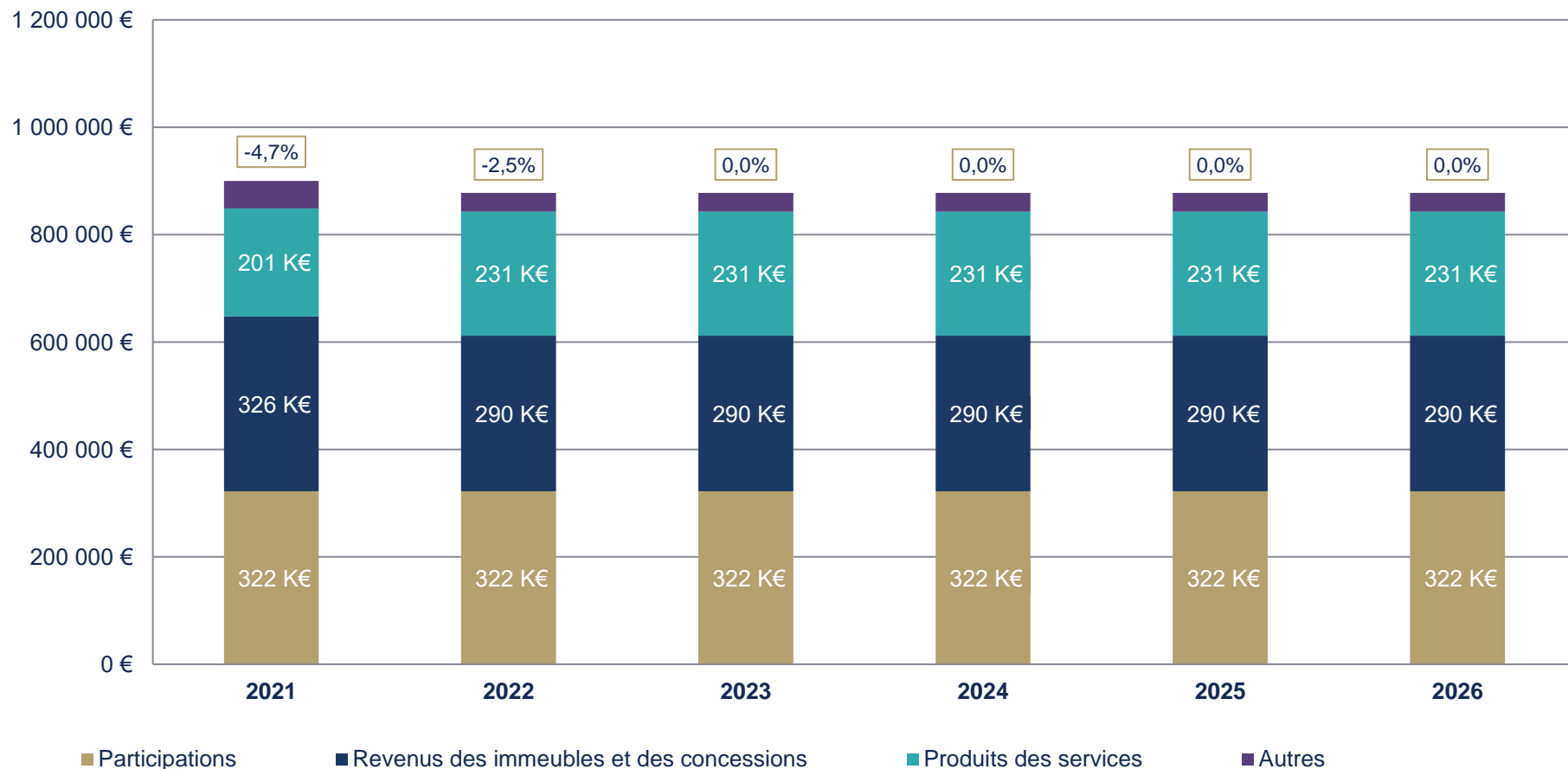
Les **compensations fiscales** ne sont plus écartées par l'Etat depuis la LFI 2019. En leur sein, les compensations de taxe d'habitation jusqu'alors très dynamiques sont réintégrées dans la compensation de la réforme de la taxe d'habitation, à savoir une fraction de TVA pour les EPCI.

Ainsi, l'EPCI continuera uniquement de percevoir la compensation sur le foncier bâti, non bâti et également au titre de la CFE. La hausse en 2021 des compensations fiscales s'expliquent par l'importance des compensations pour les locaux industriels, résultant de l'exonération appliquée en 2021 sur ces derniers. Ceux-ci s'élèvent à **318K€** en 2021 (état fiscal 1259 pour 2021).

En prospective, les compensations fiscales sont figées à hauteur de **355K€**.

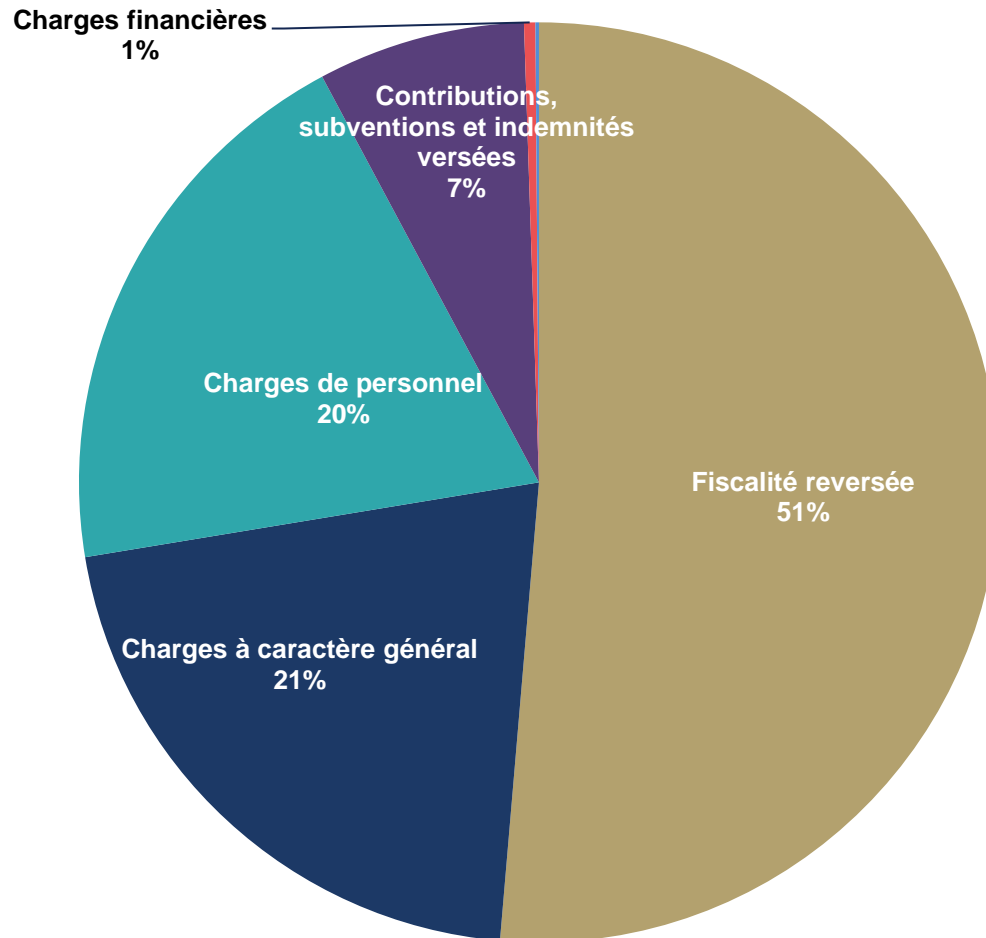
Les autres recettes anticipées stables sur le mandat

Détail et évolution des autres recettes de fonctionnement



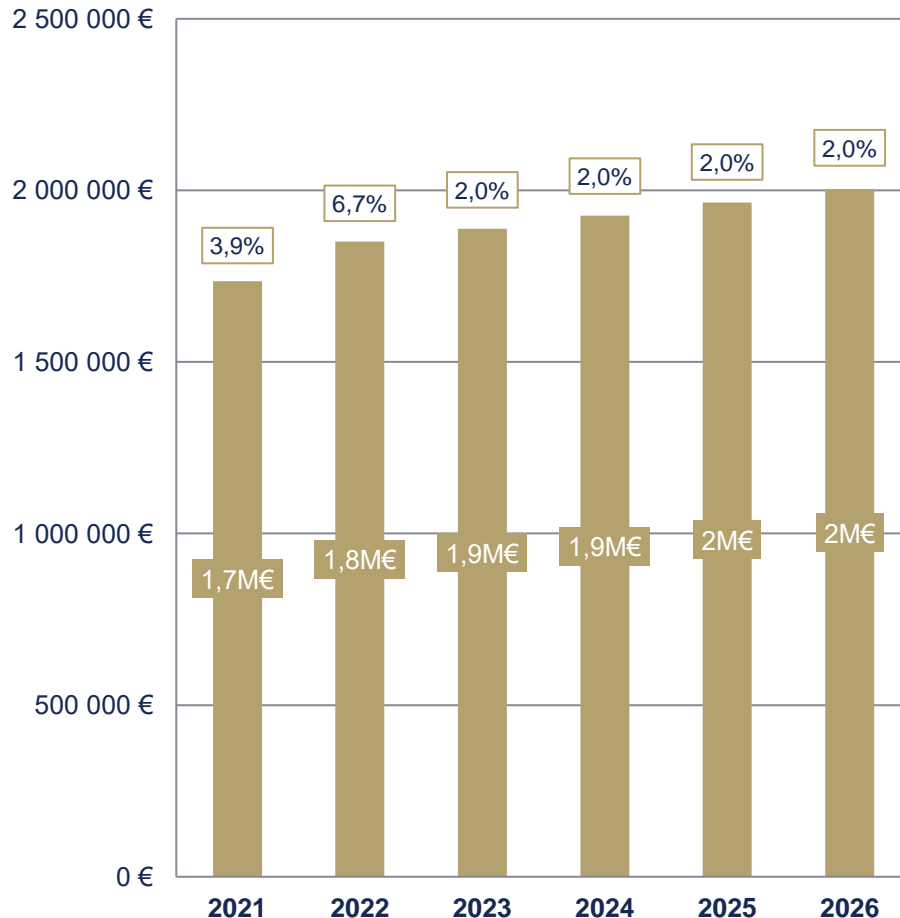
La fiscalité reversée comme poste prépondérant des dépenses réelles de fonctionnement

Structure des dépenses réelles de fonctionnement en 2021



Une forte augmentation des charges de personnel en début de mandat

Évolution des charges de personnel

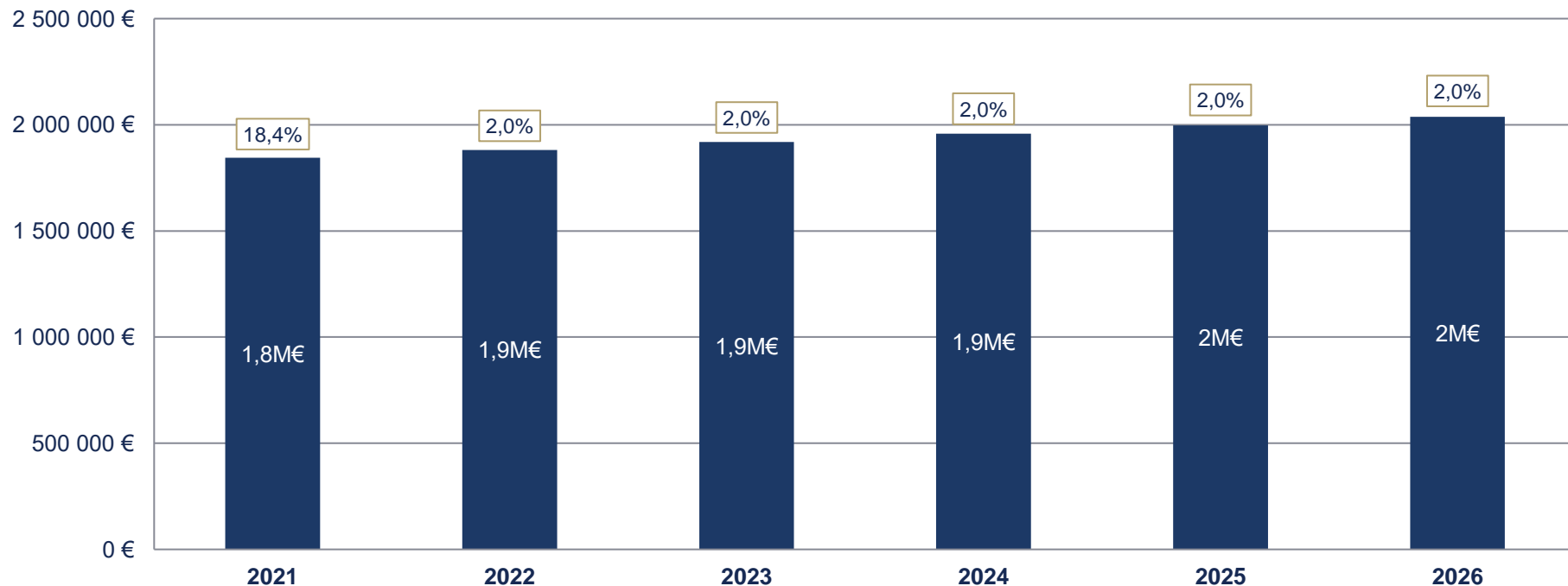


Après deux fortes hausses consécutives des charges de personnel en 2021 et 2022 liées à des recrutements suite à la création de 2 services, ces dernières devraient croître de **+2%** par an à partir de 2023 correspondant au GVT (Glissement Vieillesse Technicité). L'objectif est de garder une masse salariale stable.

Le chapitre 012 passe de 1,7M€ en 2021 à **2M€** en fin de période.

Une augmentation des charges à caractère général en 2021 liée aux nouveaux services

Évolution des charges à caractère général

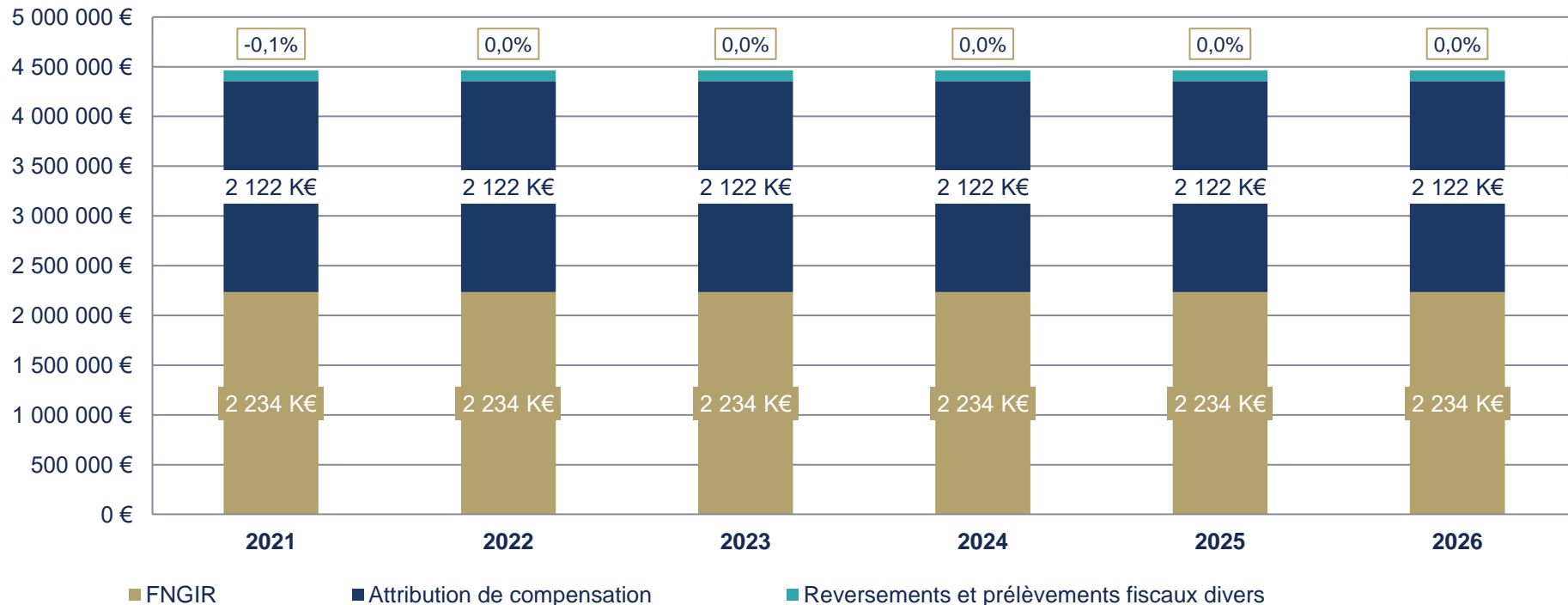


Les charges à caractère général évoluent en fonction de l'inflation, des services rendus à la population et de leur mode de gestion. Ce scénario retient une inflation de **+ 2,0% par an** à partir de 2022. Une évolution du chapitre égale à l'inflation implique une stabilité de la consommation réelle de charges à caractère général.

En 2021, les charges à caractère général augmentent fortement, à hauteur de +18,4%, en raison de la prise en compte du centre culturel et du service espaces naturels.

Une stabilité des atténuations de charges (hors FPIC) entre 2021 et 2026

Atténuations de charges :



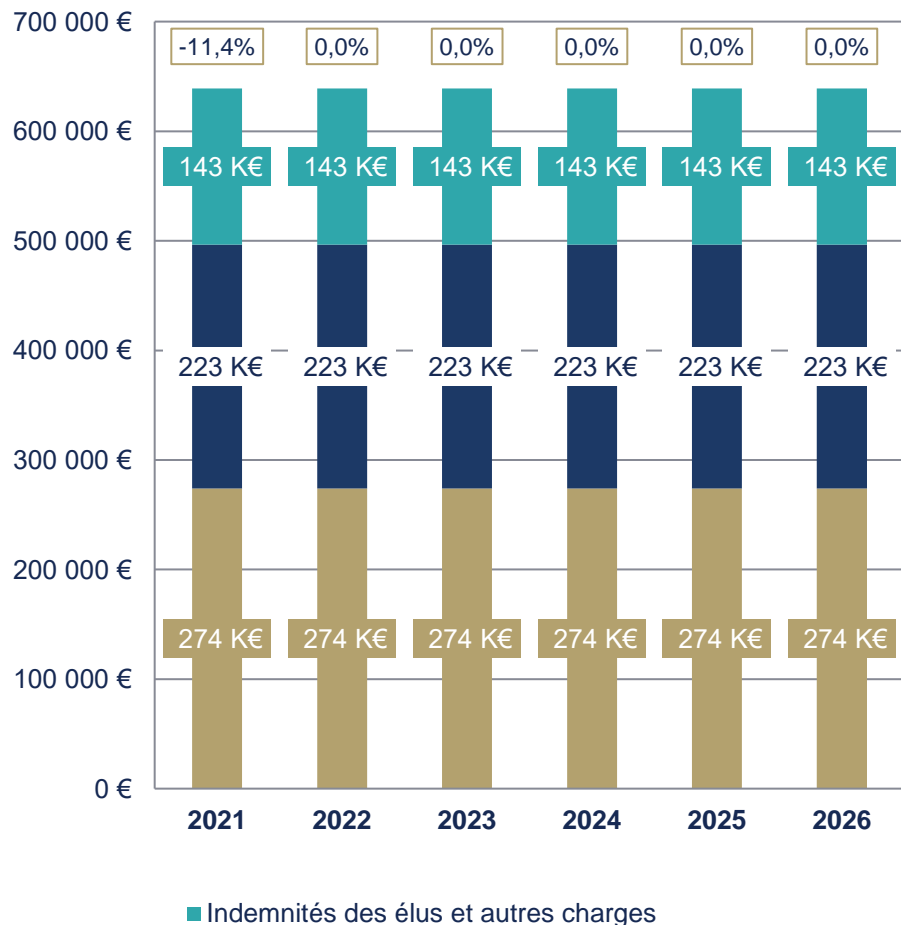
L'attribution de compensation diminue en 2021, cela résulte du remboursement de la poursuite des PLU communaux qui s'est fait en 2020, pour passer de 2 126K€ à **2 122K€** en 2021. Au-delà, elle est prévue stable.

Concernant le FNGIR (fonds national de garantie individuelle des ressources), mécanisme destiné à assurer la stricte neutralité financière de la réforme de la taxe professionnelle pour les collectivités territoriales, celui-ci est figé en prospective à **2,2M€**.

Enfin, l'évolution des reversements et prélèvements fiscaux divers est estimée atone sur la période à **107K€/an**.

Une évolution atone des charges de gestion courante anticipée sur le mandat

Évolution des charges de gestion courante



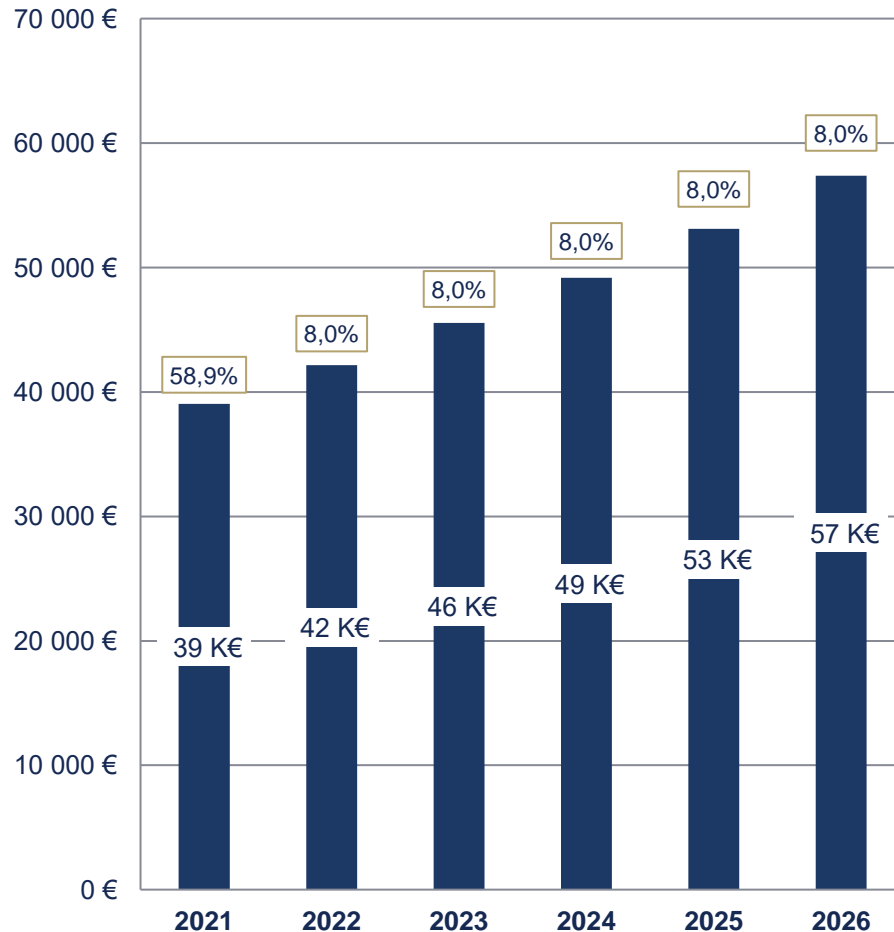
Les contingents et participations obligatoires, composés principalement de participations aux autres collectivités (Pôle métropolitain du Pays de Brest, Brest Terre Océane, etc) sont prévus stables à hauteur de **223K€**.

Les subventions versées (associations, écoles) diminuent en 2021 pour passer de 333K€ en 2020 à **274K€** en 2021. Pour les années suivantes, les subventions versées sont figées au montant de 2021, soit 274K€.

Les autres charges de gestion courante regroupent principalement les indemnités des élus et les frais de formation. Elles s'élèvent à 143K€ en 2021. Au-delà, leur évolution est anticipée atone.

FPIC : une évolution à la hausse de la contribution

Évolution et répartition du FPIC



Le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) est un mécanisme de péréquation horizontale à l'échelle du bloc communal. Il a été instauré en 2012 par l'Etat afin que les ensembles intercommunaux les plus riches contribuent à ce fonds dont les reversements se feront au profit des ensembles intercommunaux les plus pauvres.

La loi de Finances pour 2018 a figé le montant de l'enveloppe globale du FPIC à 1Md€.

Sont contributeurs, les ensembles intercommunaux dont le PFIA/hab est supérieur à 90% du PFIA/hab moyen.

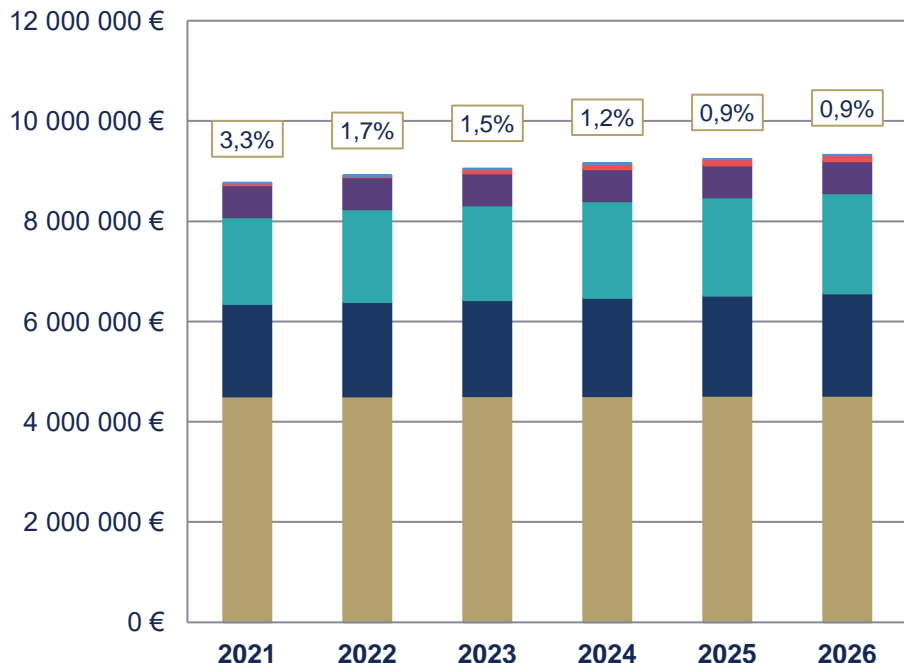
Le montant de la contribution de l'ensemble intercommunal est calculé à partir d'un indice synthétique prenant en compte le PFIA (pour 75%) et le revenu (pour 25%). La contribution calculée est ensuite répartie entre l'EPCI et ses communes membres en fonction du CIF.

Par prudence, en prospective, la contribution est anticipée en hausse de **+8%/an** et atteindrait **57K€** à horizon 2026.

Attention, en cas de modification du périmètre de l'EPCI, la contribution peut fortement évoluer.

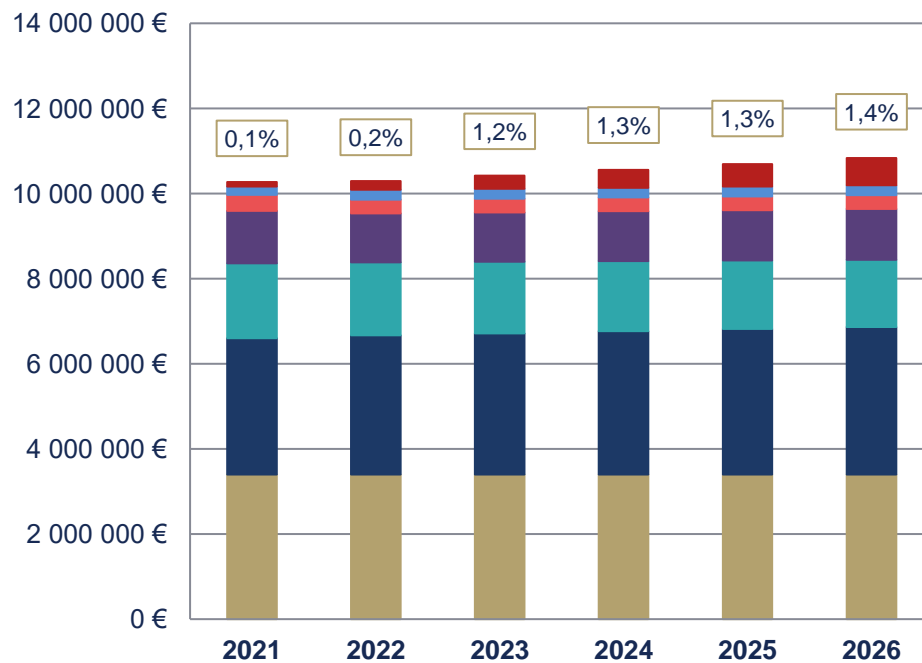
Une évolution plus soutenue des recettes face aux dépenses à compter de 2023...

Répartition et évolution des dépenses réelles de fonctionnement



- Autres charges
- Charges financières
- Contributions, subventions et indemnités versées
- Charges de personnel
- Charges à caractère général
- Fiscalité reversée

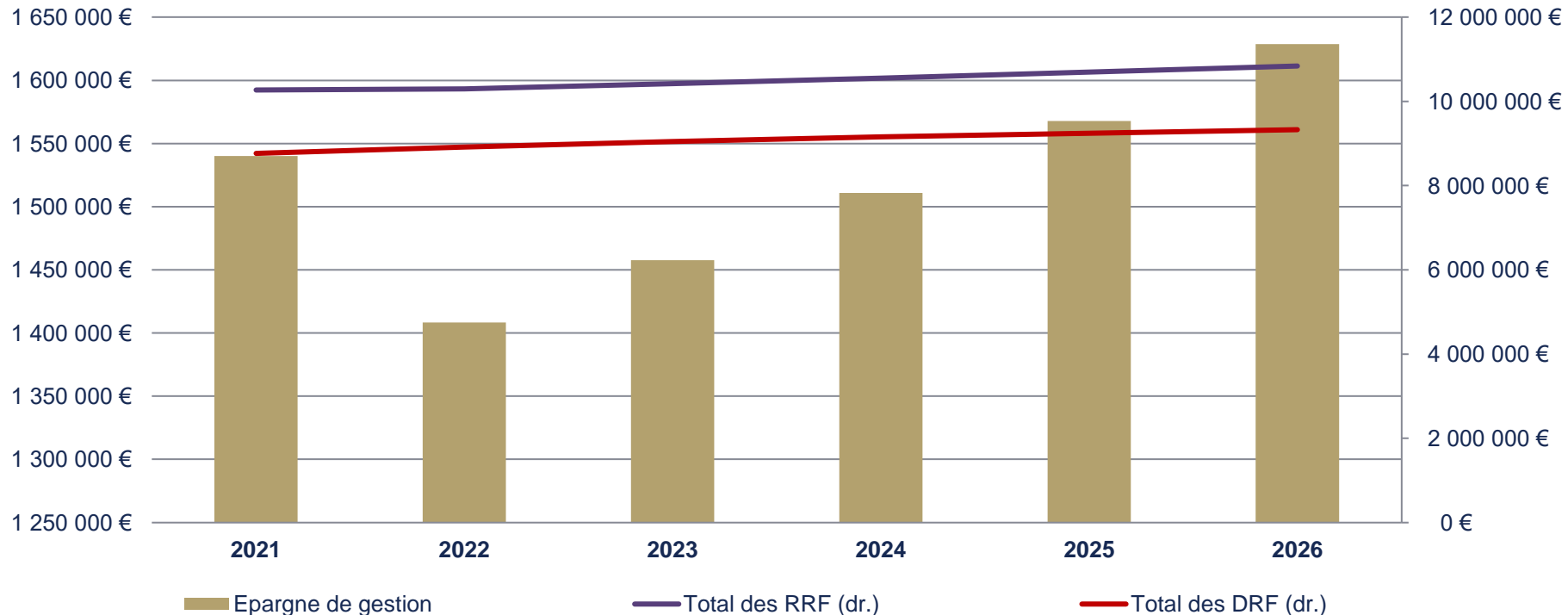
Répartition et évolution des recettes réelles de fonctionnement



- Autres taxes
- Produits des services
- Autres recettes
- Fiscalité reversée
- Dotations et participations
- Fiscalité directe (CFE, TH, TFB, TFNB)
- Fraction de TVA

... à l'origine d'une amélioration de l'épargne de gestion sur la période...

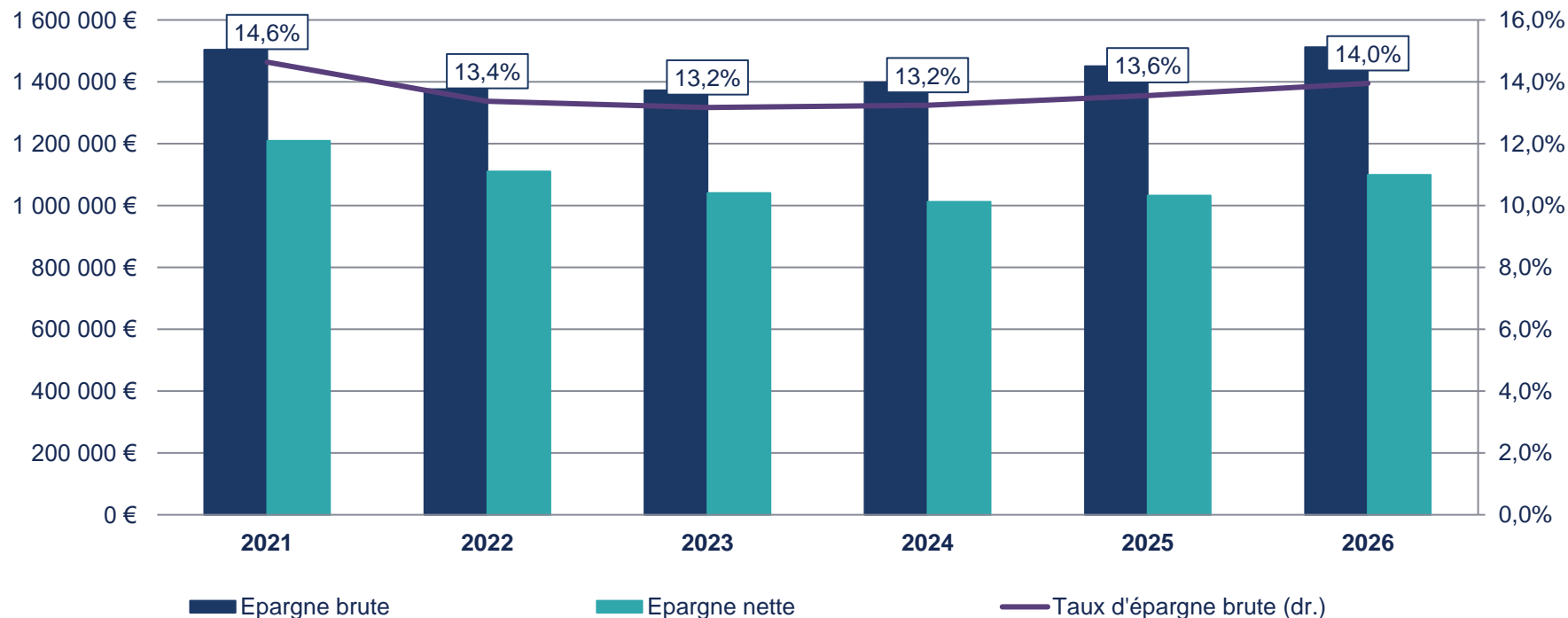
Évolution de l'épargne de gestion et effet de ciseau



En 2021 et 2022, la progression plus soutenue des dépenses (+2,5% en moyenne) face à celle des recettes (+0,2% en moyenne) entraîne une érosion de l'épargne de gestion (1,5M€ en 2021 et 1,4M€ en 2022 contre 1,8M€ en 2020). Toutefois, la tendance s'inverse à partir de 2023. Sur la période, **la progression plus soutenue des RRF (+1,3%) face à celle des DRF (+1,1%) se traduit par une amélioration progressive de l'épargne de gestion**. Cette dernière passe de 1,5M€ en 2021 à **1,6M€** en 2026.

... ainsi que de l'épargne brute et de l'autofinancement

Évolution des épargnes brute et nette et taux d'épargne brute



Entre 2023 et 2026, l'épargne brute augmente pour passer de 1,4M€ à **1,5M€** en 2026. Par ailleurs, elle évolue moins favorablement que l'épargne de gestion en raison de l'augmentation du niveau des intérêts à payer sur la période. Quant au taux d'épargne brute, celui-ci se situe à **13,95%** soit un niveau correct par rapport à la recommandation CRC généralement admise entre 8% et 12%. Enfin, concernant l'épargne nette, elle s'élève à **1,1M€** en 2026 contre 1M€ en 2023. Elle évolue moins favorablement que l'épargne brute en raison de l'augmentation des remboursements en capital.

PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT du budget général

- ▲ **25,8 M€ de 2021 à 2026**
- ▲ **en incluant les projets engagés et en cours
sans les nouveaux projets**

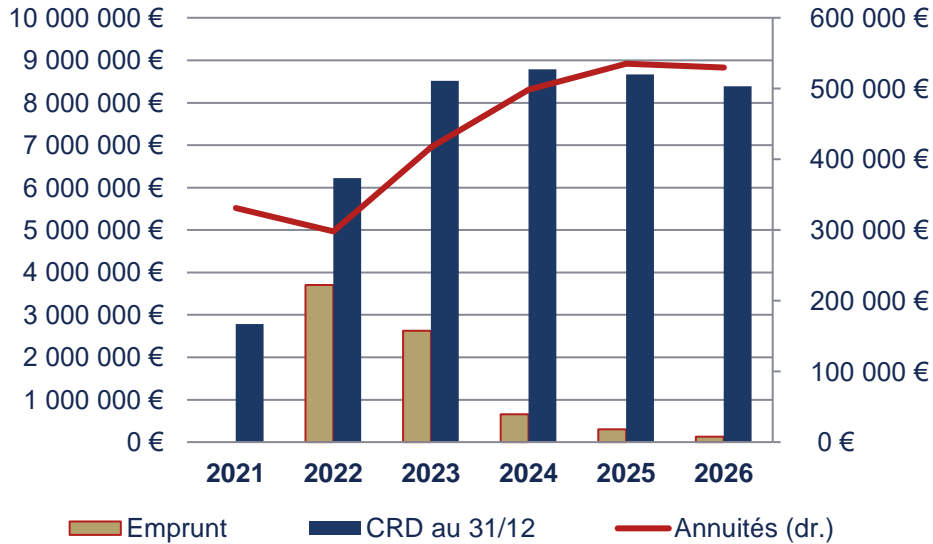
RESULTAT DES SIMULATIONS

- ▲ **Epargne et CAF**
 - ▲ **Indicateurs endettement**
 - ▲ **Ratios prudentiels**
-

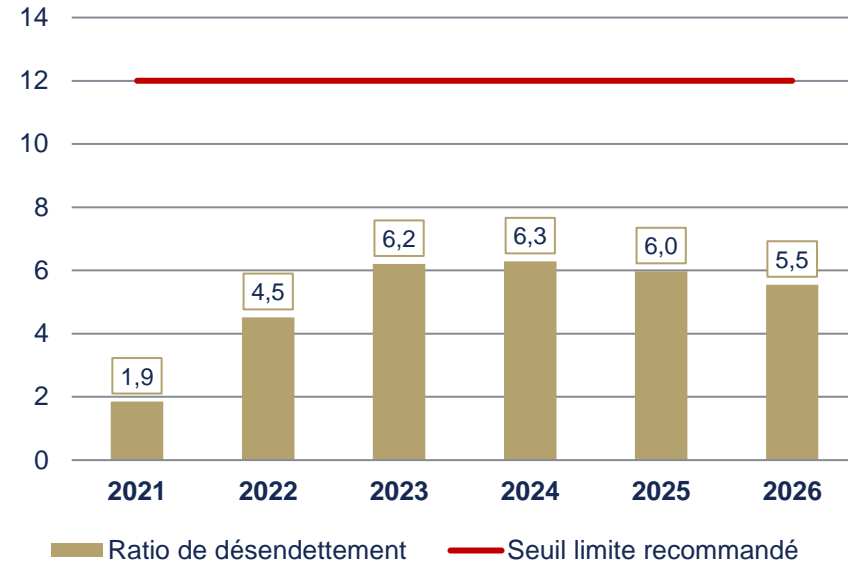
| Plan Pluriannuel d'Inv | 2021 | 2022 + RAR | 2023 | 2024 | 2025 2026 | Total | Subventions |
|--|------------------|-------------------|------------------|------------------|----------------------|-------------------|--------------------|
| Abattoir | 285 120 | 3 000 000 | 6 266 904 | 1 000 000 | 0 | 10 552 024 | 6 378 216 |
| Aides commerces et habitat | 45 349 | 426 213 | 355 000 | 355 000 | 710 000 | 1 891 562 | 150 000 |
| Bâtiments CCPCAM | 16 453 | 622 000 | 332 000 | 15 000 | 30 000 | 1 015 453 | 150 000 |
| Centre culturel | 1 661 679 | 121 010 | 20 000 | 20 000 | 40 000 | 1 862 689 | 1 500 000 |
| Energie | 25 000 | 52 981 | 10 000 | 10 000 | 20 000 | 117 981 | 16 800 |
| Informatique, mobilité outillages, études | 513 173 | 103 661 | 45 000 | 45 000 | 90 000 | 796 834 | 0 |
| PLUi | 6 107 | 134 393 | 25 000 | 25 000 | 50 000 | 240 500 | 4730 |
| Piscine | 110 987 | 830 106 | 280 000 | 100 000 | 200 000 | 1 521 093 | 610 448 |
| Rénovation VVF(solde) | 247 281 | 16 176 | 5 000 | 5 000 | 5 000 | 278 457 | 164 848 |
| Service espaces naturels | 182 482 | 56 000 | 53 000 | 53 000 | 106 000 | 450 482 | 0 |
| Shéma directeur assainissement + inondation | 0 | 360 000 | 0 | 0 | 0 | 360 000 | 195 142 |
| Tourisme | 73 787 | 1 680 820 | 20 000 | 20 000 | 40 000 | 1 834 607 | 1 021 810 |
| Très Haut débit | 625 514 | 800 000 | 451 986 | 451 986 | 1 236 000 | 3 565 486 | 0 |
| Térénez et aire de campings cars | 31 327 | 233 890 | 20 000 | 20 000 | 40 000 | 345 217 | 120 716 |
| Pépinière et virement au budget ZA | 74 998 | 624 240 | 107 000 | 107 000 | 114 000 | 1 027 238 | 150 000 |
| Total | 3 899 257 | 9 061 490 | 7 990 890 | 2 226 986 | 2 681 000 | 25 859 623 | 10 462 710 |

Une augmentation du stock de dette et une légère dégradation du ratio de désendettement sur la période

Évolution de l'encours de dette et du recours à l'emprunt



Le ratio de désendettement (en années)



Sur la période, la Communauté de Communes devrait recourir à l'emprunt à hauteur de 7,42 M€ (4 M€ pour l'abattoir et le reste pour le haut débit) uniquement entre 2022 et 2026. Cela engendrerait un endettement sur le mandat faisant passer le capital restant dû de 2,8M€ à 8,4M€ au 31/12/2026. L'annuité quant à elle augmente pour atteindre 530K€ en fin de période.

Malgré une légère amélioration de l'épargne brute sur le mandat, l'augmentation de l'encours de dette dégrade le ratio de désendettement, ce dernier passant de 1,9 ans à 5,5 ans en fin de période. Toutefois, il reste bien positionné, en deçà du seuil limite de 12 ans instauré par la Loi de Programmation des Finances Publiques 2018-2022.

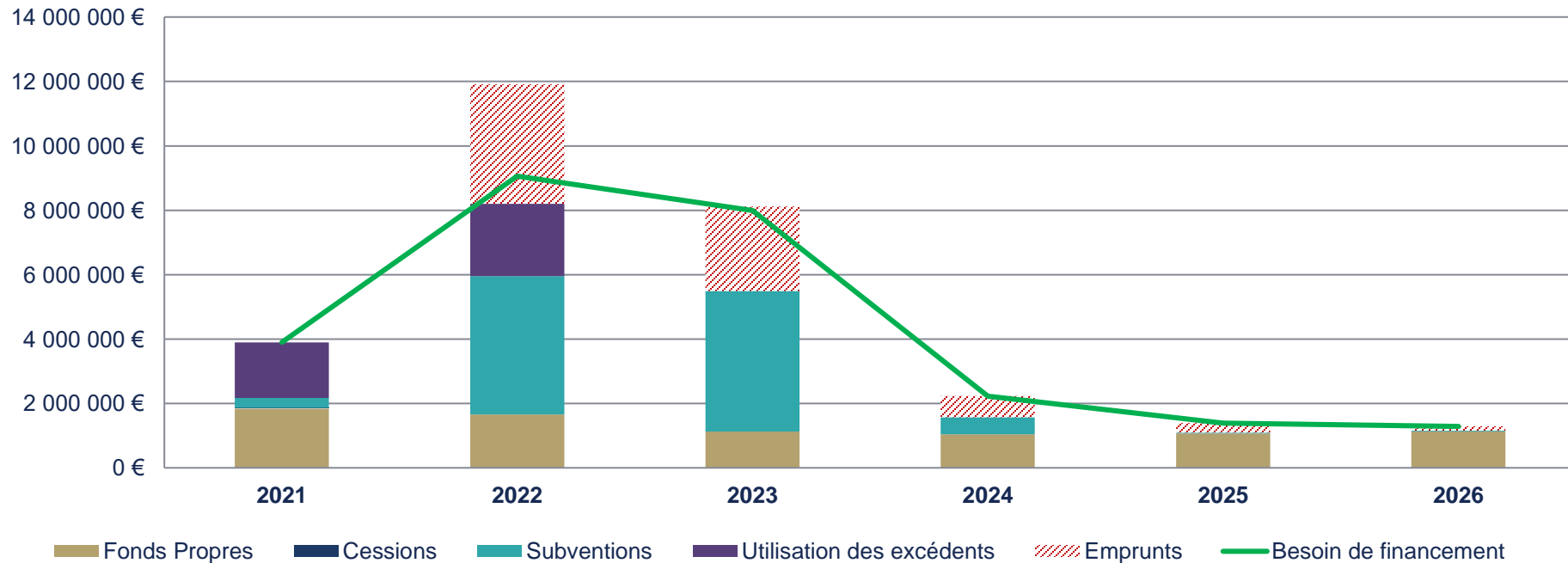
Les sources de financements de l'investissement

Tableau des sources de financement de l'investissement

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Epargne nette | 1 208 952 | 1 109 976 | 1 040 669 | 1 012 066 | 1 032 650 | 1 098 905 |
| FCTVA | 627 491 | 551 954 | 86 121 | 34 120 | 34 120 | 34 120 |
| Cessions | 24 000 | - | - | - | - | - |
| Autres recettes | - | - | - | - | - | - |
| Total Ressources propres | 1 860 443 | 1 661 930 | 1 126 790 | 1 046 186 | 1 066 770 | 1 133 025 |
| Subventions | 303 935 | 4 296 097 | 4 367 482 | 525 000 | 25 000 | 25 000 |
| Emprunts | - | 3 703 972 | 2 625 514 | 655 799 | 301 230 | 129 974 |
| Capacité d'investissement résiduelle | - | 2 847 090 | 128 897 | - | - | - |
| Utilisation excédents | 1 730 807 | 2 246 579 | - | - | - | - |
| PPI envisagé | 3 899 257 | 9 061 490 | 7 990 890 | 2 226 986 | 1 393 000 | 1 288 000 |
| Fonds de roulement de fin d'exercice | 3 246 579 | 1 000 000 | 1 000 000 | 1 000 000 | 1 000 000 | 1 000 000 |

Un PPI de 25,8 M€ partiellement financé par les ressources propres et les subventions de l'EPCI

Évolution des moyens de financement de l'investissement et des dépenses d'investissement



Les **25,8M€** d'investissements prévus par la collectivité sur la période sont financés par les subventions perçues (36,9%), ainsi que fonds propres (épargne nette, FCTVA, taxe d'aménagement et autres recettes) à hauteur de **30,5%**. En 2022 et 2023, l'intercommunalité devrait emprunter à hauteur de respectivement 3,7M€ et 2,6M€. Au-delà, le besoin d'emprunt s'élèverait à 362K€/an en moyenne (28,7% des dépenses d'équipement). Par ailleurs, l'intercommunalité puiserait dans ses excédents antérieurs pour financer une partie de ses investissements à hauteur de **3,9M€**. A compter de 2022, la Communauté de Communes a souhaité maintenir ses excédents à 1M€.

| RATIOS | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|------------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Epargne brute | 1 885 564 | 1 768 654 | 1 503 917 | 1 376 597 | 1 372 948 | 1 398 027 | 1 450 629 | 1 511 730 |
| <i>Taux d'épargne brute (en %)</i> | 18,71 % | 17,24 % | 14,64 % | 13,37 % | 13,17 % | 13,24 % | 13,56 % | 13,95 % |
| Epargne nette | 1 638 702 | 1 494 454 | 1 208 952 | 1 109 976 | 1 040 669 | 1 012 066 | 1 032 650 | 1 098 905 |

Epargne brute

La crise "covid" impacte les recettes de la fiscalité des entreprises en 2022 et en 2023. Elles augmentent de 50 000 € à partir de 2024, ce qui permet à l'épargne brute de progresser.

Epargne nette Forte baisse de 2021 à 2024 liée au remboursement des nouveaux emprunts.

Comparaison des principaux indicateurs

| Ratios financiers de la collectivité | 2020 | 2022 | 2026 |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|
| Epargne de gestion | 1 807 912 € | 1 408 242 € | 1 628 792 € |
| Epargne brute | 1 768 654 € | 1 376 597 € | 1 511 730 € |
| Taux d'épargne brute | 17,24% | 13,37 % | 13,95% |
| Epargne nette | 1 494 454 € | 1 109 976 € | 1 098 905 € |
| Encours de dette au 31/12 | 3 079 783 € | 6 222 169€ | 8 385 642 € |
| Ratio de désendettement | 1,74 ans | 4,52 ans | 5,55 ans |
| Fonds de roulement - Fin d'exercice | 4 977 386 € | 1 000 000 € | 1 000 000 € |

RATIOS

| €/Habitant | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|--|---------|---------|---------|-----------|-----------|---------|---------|---------|
| Dépenses réelles de fonctionnement / population | 343 | 361 | 382 | 389 | 395 | 399 | 403 | 407 |
| Encours de la dette / population | 115 | 131 | 121 | 271 | 371 | 383 | 378 | 366 |
| Ratio de désendettement | 1,5 ans | 1,7 ans | 1,9 ans | 4,5 ans | 6,2 ans | 6,3 ans | 6 ans | 5,5 ans |
| Emprunts réalisés | 801 000 | 600 000 | 0 | 3 703 972 | 2 625 514 | 655 799 | 301 230 | 129 974 |
| Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement | 27,32 % | 29,23 % | 27,05 % | 60,44 % | 81,7 % | 83,23 % | 81,06 % | 77,37 % |

Nouveaux emprunts pour un total de 7,42 M€ en 5 ans

Conclusion:

Un repli des épargnes en 2021 et 2022

engendré par une progression plus soutenue des dépenses par rapport aux recettes

- ▶ **PPI = 25,8 M€ - ressources propres et subventions = 17,4 M€**
 - Soit une moyenne annuelle de dépenses d'équipement = 4,3M€ contre 2,6 M€/an au mandat 2014-2020.
- ▶ **Obligation de puiser 4 M€ dans le fonds de roulement + emprunts 7,41 M€** pour financer l'intégralité des investissements (malgré important volume global de subventions)
 - Nécessité de chercher d'autres subventions car ratio de désendettement 2026 > 5 ans.
- ▶ **Recours à l'emprunt** : fragilisation ratios financiers + net repli épargne dès 2022
- ▶ **Intégration abattoir** : à résultat d'exploitation théoriquement équilibré, Recettes Réelles de Fonctionnement suffisantes pour couvrir toutes les charges et les intérêts + remboursement emprunt de 4 M€
 - Pas de dépenses de fonctionnement supplémentaires comptabilisées

La problématique de la consolidation des PPI

- ▶ **Prise de compétence « Assainissement »** prévue avant 2026 :
 - encours d'emprunt significatif (6,8 M€ estimé au 31/12/2022) dès ce premier exercice par transfert des communes puis fort endettement lié aux travaux **nécessaires** estimés à 78 M€ jusqu'en 2041
- ▶ **Budget annexe Eau :**
 - 11,55 M€ de dépenses d'équipements de 2021 à 2028, financées par un recours à l'emprunt de 4 M€
- ▶ **Budget annexe Déchets :**
 - 6,9 M€ de dépenses d'équipements de 2021 à 2028, financées par un recours à l'emprunt estimé à 644 873 €

04

Prospective du budget Déchets

1- Situation financière actuelle 2021

Budget DECHETS

| | 2021 |
|--|-----------------|
| Recettes de fonctionnement | 3 613 432 |
| Dépenses de fonctionnement | 3 206 907 |
| dont intérêts de la dette | 915 |
| Recettes d'investissement | 100 004 |
| dont emprunts souscrits | 0 |
| Dépenses d'investissement | 620 567 |
| dont capital de la dette | 15 633 |
| dont P.P.I | 604 934 |
| Epargne de gestion | 396 039 |
| Epargne brute | 395 125 |
| Epargne nette | 379 492 |
| Fonds de roulement en début d'exercice | 3 234 470 |
| Résultat de l'exercice 2021 | -114 037 |
| Fonds de roulement en fin d'exercice | 3 120 433 |
| Encours au 31 décembre | 15 632 |
| Ratio de désendettement | 0 an |
| Emprunt | 0 |

2- Les dépenses prévues au PPI en TTC

Budget DECHETS

| | RAR | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Total |
|---------------------|----------------|------------------|------------------|------------------|----------------|----------------|------------------|
| Véhicules | 354 934 | 744 584 | 205 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 1 454 518 |
| Autres projets | 0 | 202 347 | 200 000 | 200 000 | 200 000 | 200 000 | 1 002 347 |
| Centre de transfert | 0 | 70 000 | 55 000 | 70 000 | 20 000 | 20 000 | 235 000 |
| Collecte selective | 210 000 | 95 000 | 10 000 | 10 000 | 10 000 | 10 000 | 345 000 |
| Collecte du verre | 0 | 10 800 | 0 | 0 | 0 | 0 | 10 800 |
| Ressourcerie | 0 | 0 | 1 000 000 | 1 000 000 | 0 | 0 | 2 000 000 |
| Déchèteries | 0 | 1 230 383 | 150 000 | 0 | 200 000 | 200 000 | 1 780 383 |
| OM | 40 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 40 000 |
| Usine | 0 | 20 000 | 20 000 | 20 000 | 20 000 | 20 000 | 100 000 |
| Total | 604 934 | 2 373 114 | 1 640 000 | 1 350 000 | 500 000 | 500 000 | 6 968 048 |

3- Prospective financière jusqu'à 2026

Budget DECHETS

- ▲ Le projet de ressourcerie est estimé à 2 M€
- ▲ Il n'y a pas de subventions de prévues, sauf la subvention de 700 000 € de l'ADEME (Prévision haute)

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|------------------|----------------|----------------|
| Epargne nette | 325 432 | 379 492 | 336 255 | 303 895 | 267 808 | 222 416 | 173 629 |
| FCTVA | 98 964 | 85 000 | 389 286 | 269 026 | 221 454 | 82 020 | 82 020 |
| Ressources financières propres | 457 756 | 475 892 | 725 541 | 572 921 | 489 262 | 304 436 | 255 649 |
| Subventions | 0 | 15 004 | 0 | 0 | 700 000 | 0 | 0 |
| Emprunts | 0 | 0 | 0 | 44 221 | 160 738 | 195 563 | 244 351 |
| Financement total | 457 756 | 490 896 | 725 541 | 617 141 | 1 350 000 | 500 000 | 500 000 |

Emprunts nouveaux sur 4 ans = 644 873 €

Impact du financement de l'investissement sur les ratios

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Epargne brute | 341 065 | 395 125 | 351 888 | 319 527 | 286 149 | 250 425 | 213 329 |
| Taux d'épargne brute (en %) | 10,18 % | 10,97 % | 9,8 % | 8,9 % | 7,97 % | 6,98 % | 5,94 % |
| Epargne nette | 325 432 | 379 492 | 336 255 | 303 895 | 267 808 | 222 416 | 173 629 |
| Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement | 0,92 % | 0,43 % | 0 % | 1,23 % | 5,63 % | 10,74 % | 16,87 % |
| Ratio de désendettement (en année) | 0,1 | 0 | 0 | 0,2 | 0,8 | 1,6 | 2,9 |

- Taux d'endettement bas
- Fin de l'emprunt actuel en 2022

4- Constatations

- ▶ Investissements du PPI dans le scénario financés pratiquement uniquement par ressource propre et endettement
 - ▶ Encours de la dette/ recettes réelles de fonctionnement augmente mais ne dépasse pas les 16%
-

Propositions du conseil d'exploitation :

- Lisser les dépenses du PPI
- Trouver le maximum de subventions pour financer ces dépenses pour limiter les emprunts
- Travailler sur une baisse des charges de fonctionnement pour pouvoir dégager plus d'épargne
- Augmentation progressive de la redevance incitative et du tarif des professionnels

05

Prospective du budget Eau

Les investissements prévus au PPI en HT

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Total |
|--------------|----------------|------------------|------------------|------------------|----------------|----------------|-------------------|
| Travaux | 613 567 | 2 890 000 | 3 725 000 | 3 235 000 | 850 000 | 850 000 | 12 163 567 |
| Total | 613 567 | 2 890 000 | 3 725 000 | 3 235 000 | 850 000 | 850 000 | 12 163 567 |

- Les investissements du PPI dans le scénario sont financés par ressource propre + emprunt pour un montant de 3 985 721 €
- Des subventions pourraient aider à financer ces investissements ce qui diminuerait le recours à l'emprunt

Scénario avec augmentation des recettes de redevance

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|------------------------------------|------------------|----------------|----------------|------------------|------------------|------------------|------------------|----------------|------------------|
| Epargne brute | 1 460 335 | 1 114 005 | 1 033 208 | 1 841 812 | 1 320 326 | 1 318 507 | 1 294 545 | 1 261 632 | 1 262 879 |
| Taux d'épargne brute (en %) | 46,38 % | 35,23 % | 33,24 % | 47,6 % | 39,22 % | 38,83 % | 37,78 % | 36,49 % | 36,2 % |
| Epargne nette | 1 305 479 | 955 102 | 884 213 | 1 713 514 | 1 222 506 | 1 225 419 | 1 086 896 | 921 763 | 918 970 |

- L'épargne brute augmente en 2021 (paiement des établissements militaires de 2 années sur cet exercice), puis reste stable à 1300 K€.
- Une augmentation de la redevance de 2 % par an tous les ans à partir de 2021 permet de dégager de l'épargne pour pouvoir financer le PPI sans faire trop d'emprunts
- Le taux d'épargne brute est très bon

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|--|---------|---------|---------|---------|---------|---------|----------|----------|----------|
| Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement | 28,33 % | 30,13 % | 27,56 % | 18,55 % | 18,44 % | 69,65 % | 125,67 % | 114,72 % | 103,82 % |
| Ratio de désendettement | 0,6 ans | 0,9 ans | 0,8 ans | 0,4 ans | 0,5 ans | 1,8 ans | 3,3 ans | 3,1 ans | 2,9 ans |

- L'encours de la dette/ recettes réelles de fonctionnement augmente et dépasse les 100 % dès 2024
- Le ratio de désendettement reste bon
- Encours de la dette : 867 264 € en 2018 à 3 622 041 € en 2026
- Avec une maîtrise des charges de fonctionnement et une augmentation de la redevance, on dégage une épargne brute suffisante pour financer le PPI

Préconisations :

- Travailler sur une baisse des charges de fonctionnement.
- Chercher des subventions

06

ELEMENTS CONCERNANT LE FUTUR BUDGET ASSAINISSEMENT

Prise de compétence Assainissement (date à définir)

Les investissements prévus au PPI

| | Total de 2022 à 2041 |
|--------------------------------|----------------------|
| Assainissement investissements | 77 961 K€ |

Total des subventions attendues pour financer ce PPI : 11 518 K€

- Encours de la dette déjà existante estimé au 31/12/2022 : 6 800 K€
- Des emprunts seront nécessaires pour financer ces investissements
- Etude financière Ressources consultants finances en cours

07

Etude consolidée 2021-2026 (Budget Principal + BA Déchets + BA Eau)

Tableau Section de fonctionnement consolidée

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises (chap 70) | 7 279 961 | 6 827 347 | 6 857 129 | 6 887 506 | 6 918 491 | 6 950 096 |
| Produit des contributions directes | 3 205 669 | 3 271 841 | 3 320 750 | 3 370 408 | 3 420 828 | 3 472 022 |
| Fiscalité transférée | 1 232 288 | 1 149 635 | 1 160 418 | 1 171 363 | 1 182 472 | 1 193 747 |
| Fiscalité indirecte | 3 498 514 | 3 600 427 | 3 705 396 | 3 813 516 | 3 924 878 | 4 039 582 |
| Dotations | 1 757 453 | 1 718 723 | 1 681 595 | 1 645 996 | 1 611 857 | 1 579 112 |
| Autres recettes d'exploitation | 807 353 | 683 317 | 683 317 | 683 317 | 683 317 | 683 317 |
| Total des recettes réelles de fonctionnement | 17 781 238 | 17 251 290 | 17 408 606 | 17 572 106 | 17 741 844 | 17 917 876 |
| Charges à caractère général (chap 011) | 5 077 332 | 5 147 179 | 5 218 264 | 5 290 611 | 5 364 246 | 5 439 192 |
| Charges de personnel et frais assimilés (chap 012) | 3 375 450 | 3 524 501 | 3 594 991 | 3 666 890 | 3 740 228 | 3 815 033 |
| Atténuation de produit (chap 014) | 4 787 882 | 4 791 006 | 4 794 379 | 4 798 022 | 4 801 957 | 4 806 206 |
| Autres charges de gestion courante (chap 65) | 674 541 | 662 321 | 662 321 | 662 321 | 662 321 | 662 321 |
| Intérêts de la dette (art 66111) | 58 587 | 50 018 | 100 240 | 147 986 | 182 910 | 179 702 |
| Autres dépenses de fonctionnement | 27 191 | 27 455 | 27 429 | 27 555 | 27 496 | 27 485 |
| Total des dépenses réelles de fonctionnement | 14 000 984 | 14 202 479 | 14 397 624 | 14 593 385 | 14 779 158 | 14 929 939 |
| Epargne de gestion | 3 799 441 | 3 098 829 | 3 111 222 | 3 126 706 | 3 145 596 | 3 167 640 |
| Intérêts de la dette | 58 587 | 50 018 | 100 240 | 147 986 | 182 910 | 179 702 |
| Epargne brute | 3 740 854 | 3 048 811 | 3 010 982 | 2 978 721 | 2 962 686 | 2 987 937 |
| Remboursement capital de la dette (chap 16 hors 166, 16449 et 1645) | 438 895 | 380 073 | 440 998 | 611 951 | 785 856 | 796 434 |
| Epargne nette | 3 301 959 | 2 668 738 | 2 569 984 | 2 366 770 | 2 176 830 | 2 191 503 |

Sur la période 2021-2026, les dépenses de fonctionnement évoluent de manière plus dynamique face aux recettes, et expliquent ainsi l'érosion du niveau des épargnes à horizon 2026. En effet, l'épargne de gestion diminue de 632K€ et le montant de l'épargne brute passe de 3,7M€ à 2,9M€.

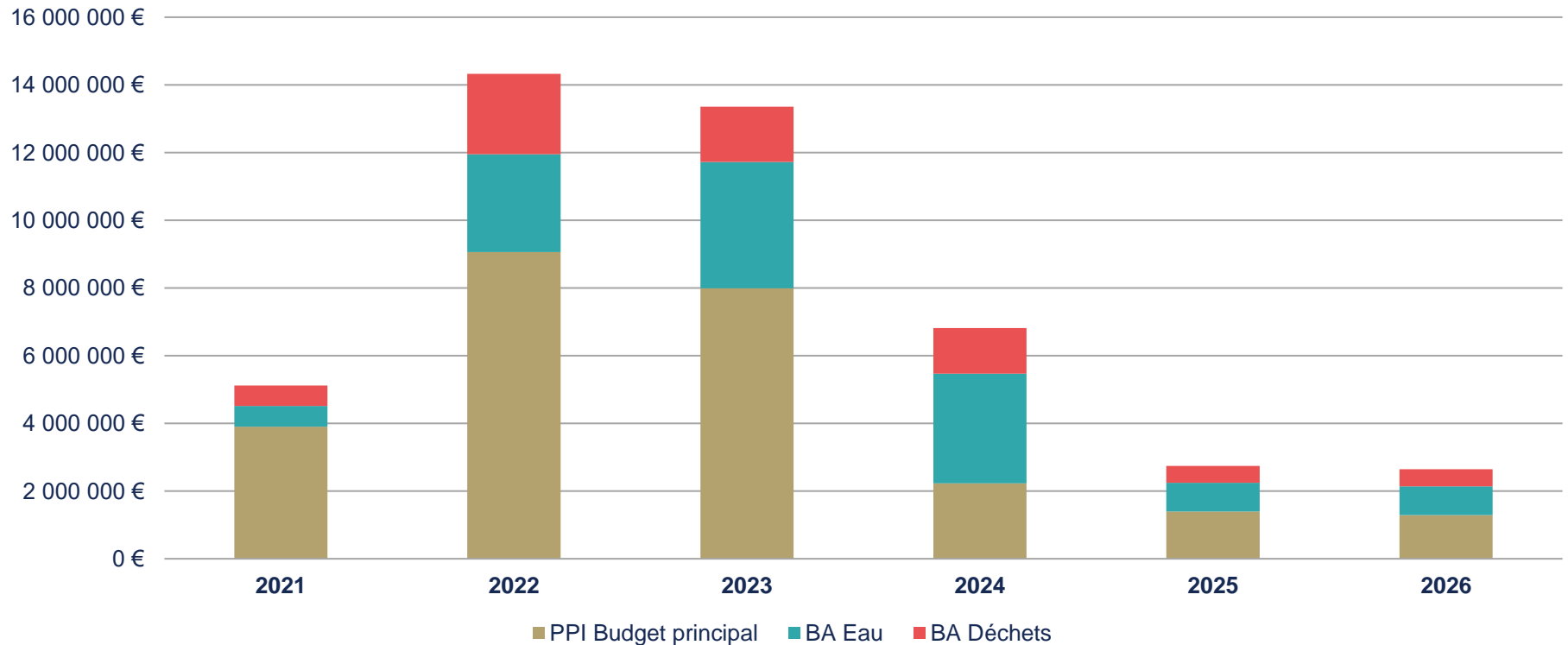
Tableau Section d'investissement consolidée

| | | | | | | |
|---|------------------|-------------------|-------------------|------------------|------------------|------------------|
| FCTVA (art 10222) | 712 491 | 941 240 | 355 147 | 255 574 | 116 140 | 116 140 |
| Emprunts | 0 | 3 703 972 | 4 507 353 | 2 964 641 | 496 793 | 374 326 |
| Autres recettes | 324 897 | 4 296 097 | 4 367 482 | 1 225 000 | 25 000 | 25 000 |
| Total des recettes réelles d'investissement | 1 037 388 | 8 941 309 | 9 229 981 | 4 445 216 | 637 933 | 515 466 |
| Sous-total dépenses d'équipement | 5 117 758 | 14 324 604 | 13 355 890 | 6 811 986 | 2 743 000 | 2 638 000 |
| Autres investissements hors FPI | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Remboursement capital de la dette (chap 16 hors 166, 16449 et 1645) | 438 895 | 380 073 | 440 998 | 611 951 | 785 856 | 796 434 |
| Autres dépenses d'investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total des dépenses réelles d'investissement | 5 556 653 | 17 551 767 | 13 925 785 | 7 423 937 | 3 600 620 | 3 503 403 |
| Fonds de roulement en début d'exercice | 9 835 479 | 9 096 469 | 3 534 822 | 1 850 000 | 1 850 000 | 1 850 000 |
| Résultat de l'exercice | - 739 010 | - 5 561 646 | - 1 684 822 | 0 | 0 | 0 |
| Fonds de roulement en fin d'exercice | 9 096 469 | 3 534 822 | 1 850 000 | 1 850 000 | 1 850 000 | 1 850 000 |
| Capital Restant Dû cumulé au 01/01 | 3 957 998 | 3 519 102 | 6 858 634 | 10 940 621 | 13 308 944 | 13 035 513 |
| Capital Restant Dû cumulé au 31/12 | 3 519 102 | 6 858 634 | 10 940 621 | 13 308 944 | 13 035 513 | 12 629 037 |

Une consommation de Fonds de Roulement totale entre 2021 et 2026 de 8 M€

Plans Pluriannuels d'investissement consolidés : un total de 44,9M€ sur la période ...

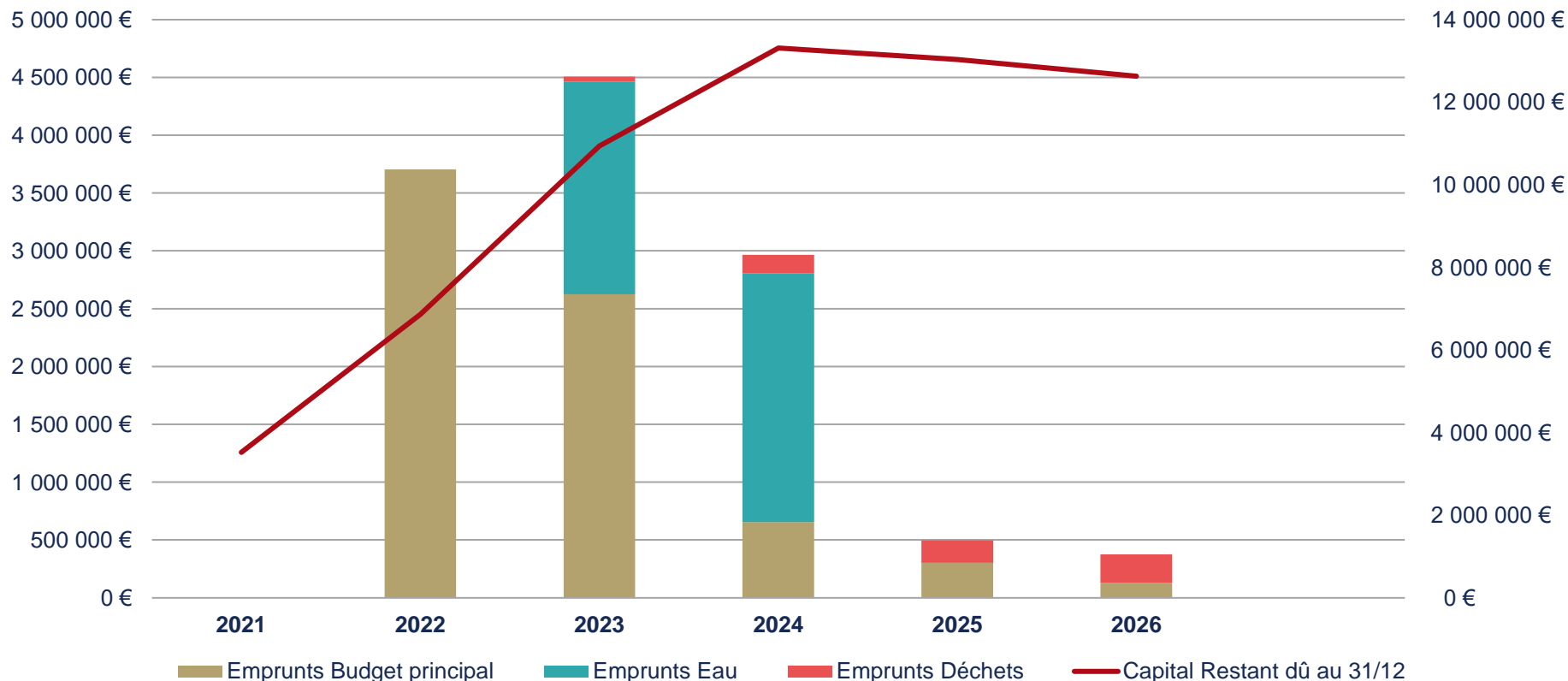
Graphique des PPI par budget et consolidés



Les investissements prévus sur le budget principal représentent **57,5% du volume total du PPI de 44,9M€** sur la période 2021-2026. Le PPI du budget Eau avec assainissement représente quant à lui **12,2M€, soit 27%** du PPI total. Enfin, les investissements du budget déchets se quantifient à hauteur de **6,9M€ au total**.

... financé par 12M€ de recours à l'emprunt

Emprunts par budget et encours dette consolidés (Ech. De droite)



Sur la période, c'est le budget principal qui nécessite le plus de recours à l'emprunt, avec un volume total d'emprunts de **7,4M€**, soit représentant **61,6% du volume total** de besoin d'emprunts nécessaire.

Comparaison des principaux indicateurs consolidés entre les années 2022 et 2026

| Ratios consolidés | Année 2022 | Année 2026 |
|--------------------------------------|-------------|--------------|
| Epargne de gestion | 3 098 829 € | 3 167 640 € |
| Epargne brute | 3 048 811 € | 2 987 937 € |
| Epargne nette | 2 668 738 € | 2 191 503 € |
| Taux d'épargne brute | 17,67% | 16,68% |
| Capital Restant Dû au 31/12 | 6 858 634 € | 12 629 037 € |
| Annuité de la dette | 430 091 € | 976 136 € |
| Ratio de désendettement | 2,25 ans | 4,23 ans |
| Fonds de roulement de fin d'exercice | 3 534 822 € | 1 850 000 € |